

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES

Dispositions Rémunératoires

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le lundi 3 juin 1912, à 4 h. 1/2

PAR

J. LA PORTE

Président : M. PIÉDELIÈVRE, *professeur*
Suffragants { MM. MASSIGLI, *professeur*
 MEYNIAL, *professeur*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, rue Racine, 15

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES

Dispositions Rémunératoires

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le lundi 3 juin 1912, à 4 h. 1/2

PAR

J. LA PORTE

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur

Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
MEYNIAL, professeur



PARIS

JOUVE & C^{IE}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1912

DES Dispositions Rémunératoires

INTRODUCTION

On appelle donations rémunératoires celles qui ont lieu en récompense de services rendus au donateur par le donataire.

Le Code civil ne contient que trois articles relatifs aux donations rémunératoires.

L'article 909, après avoir déclaré le médecin incapable de recevoir des libéralités de ses malades, fait exception pour les donations rémunératoires. « Sont exceptées, dit-il : 1° les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus... »

L'article 960 déclare révocables, par la survenance d'enfant, toutes les donations faites par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants vivants au moment de la donation, « de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles soient faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou *rémunératoires*, etc. ».

Enfin l'article 1083 permet de disposer, pour sommes modiques, à titre de récompense, des objets compris dans une institution contractuelle.

Mais le Code a gardé un silence complet sur le caractère juridique, la forme et les effets de ces sortes de dispositions.

Dès lors, des questions importantes demeurent dans l'ombre. Convient-il de soumettre ces dispositions aux règles de forme édictées pour les donations et de leur appliquer les règles de fond qui gouvernent les libéralités ?

Ces questions sont dominées par celle de la nature même des dispositions dont il s'agit. Des controverses sont nées sur le point de savoir si l'on devait les considérer comme de véritables donations. L'idée de rémunération et celle de donation ne sont-elles pas contradictoires ?

Ce problème avait déjà sollicité l'attention des jurisconsultes romains. Ils se demandaient s'il fallait refuser le caractère de libéralité, faute d'*animus donandi*, aux dispositions rémunératoires en général et, spécialement, à la donation faite par une personne à une autre qui lui a sauvé la vie (1). Ils inclinaient vers l'affirmation du caractère libéral de ces dispositions.

1. Papinien. Digeste, *de donationibus*, 27.

Aquilius Regulus juvenis ad Nicostratum rhetorem ita scripsit : quoniam, et cum patre meo semper fuisti, et me eloquentia et diligentia tua, meliorem reddidisti, dono et permitto tibi habitare in illo coenaculo, eoque uti : defuncto Regulo, controversiam habitationis patiebatur Nicostratus : et cum de ea re mecum contulisset, dixi posse defendi, non meram donationem esse : verum officium magistri quamdam mercede remuneratum regulum ; ideoque non videri donationem

Avant l'ordonnance de 1731 on discutait vivement pour savoir si les dons rémunératoires étaient révocables à cause de la survenance d'enfant (1). L'ordonnance se prononça pour la révocabilité.

Nos anciens auteurs ont distingué très justement le cas où les services sont appréciables en argent et peuvent donner lieu à une action en justice et le cas où ils ne peuvent être estimés pécuniairement, ni donner lieu à une réclamation devant les tribunaux ; dans le premier, ils considéraient la disposition comme la dation en paiement d'une dette, dans le second ils la regardaient comme une véritable libéralité (2). Cette distinction, parfaitement fondée, n'a pas cessé d'être suivie et c'est encore elle que nous voyons admise par la jurisprudence et la doctrine modernes.

Toutefois cette distinction présentait un côté faible. Était-il bien exact de ne faire rentrer dans le cadre de la dation en paiement que les dispositions rémunérant des

sequentis temporis irritam esse ; quod si expulsus Nicostratus veniat ad judicem, ad exemplum interdicti, quo fructuario proponitur, defendendus erit : quasi loco possessoris constitutus, qui usum coenaculum accepit.

Paul. Digeste, *de donationibus*, 34, 1.

Si quis aliquem a latrunculis vel hostibus eripuit, et aliquid pro eo ab ipso accipiat : hæc donatio irrevocabilis est ; non merces eximii laboris appellanda est : quod contemplatione salutis certo modo aestimari non placuit.

1. Furgole, Question 13 sur l'ordonnance de 1731.

2. Voir les auteurs cités au Dalloz. *Répertoire*, V^e Disposition entre vifs, n^o 1302.

services qui auraient pu baser une action en justice? L'accomplissement d'une obligation naturelle, non sanctionnée par une action, mais possédant néanmoins une valeur juridique, ne devait-il pas être regardé moins comme une donation que comme un acte à titre onéreux? Ricard rectifia la théorie courante à cet égard; il élargit, conformément à cette idée, la conception de la dation en paiement et du contrat commutatif pour restreindre celle de la libéralité rémunératoire proprement dite. Nous aurons d'ailleurs à faire état du système très judicieux de cet auteur.

Notre premier soin sera de rechercher d'une manière précise la nature juridique des dispositions rémunératoires. Ce que nous venons de dire fait pressentir que nous serons amené à des distinctions très nettes. En réalité, on désigne sous le nom de donations rémunératoires des actes juridiques essentiellement différents et dont certains ne constituent pas des libéralités (1). Le trait commun à toutes ces dispositions, c'est qu'elles sont faites en rémunération de services. Notre tâche consistera à rechercher jusqu'à quel point l'idée de rémunération s'oppose à celle de donation, dans quelle mesure, au contraire, ces notions sont compatibles.

Ce problème capital résolu, nous aurons à en déduire

1. C'est pourquoi nous avons cru devoir donner comme titre à notre travail : *des Dispositions rémunératoires*.

les conséquences, soit en ce qui concerne les règles de forme, soit en ce qui regarde les règles de fond des dispositions rémunératoires.

La question de la capacité de donner et de recevoir à titre rémunératoire ne devra pas non plus être négligée ; il nous faudra commenter certains textes à ce sujet.

Il nous a donc semblé que le plan à la fois le plus simple et le plus logique, pour l'étude des dispositions rémunératoires, était le suivant :

CHAPITRE PREMIER. — *Nature juridique ;*

CHAPITRE II. — *Règles de capacité ;*

CHAPITRE III. — *Règles de forme ;*

CHAPITRE IV. — *Règles de fond.*

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DES DISPOSITIONS REMUNÉRATOIRES

L'article 894 définit la donation : « un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire, qui l'accepte. » La donation a pour caractère essentiel la gratuité. Elle suppose un appauvrissement gratuit chez le donateur, un enrichissement gratuit chez le donataire. Celui qui effectue la donation ne stipule et ne reçoit rien en retour.

Ce caractère de gratuité, qui distingue la donation de la vente et de l'échange, peut s'atténuer ou disparaître dans trois catégories d'actes qu'on appelle les donations onéreuses, mutuelles et rémunératoires.

Une donation est dite onéreuse lorsque le disposant impose à la personne gratifiée une charge à exécuter. Si les charges imposées sont égales à l'avantage que le donataire retire de la libéralité, l'acte est à titre onéreux et constitue, suivant les circonstances, une vente ou un échange. Ce caractère subsiste alors même que l'acte aurait

été qualifié de donation. Si les charges n'atteignent pas la valeur des biens donnés, on demeure en présence d'une véritable donation.

Les donations mutuelles sont celles que deux ou plusieurs personnes se font réciproquement les unes aux autres. C'est une question de fait de savoir si deux personnes, qui se sont transmis réciproquement deux objets de valeur identique, ont eu la volonté de faire une véritable donation ou un acte à titre onéreux. Les donations mutuelles sont effectuées en considération l'une de l'autre, de même que, dans la donation onéreuse, les charges sont stipulées en considération de la donation.

La comparaison des donations onéreuses et des donations mutuelles avec les dispositions rémunératoires ne peut être évitée. Mais elle est très superficielle et aucune assimilation entre les unes et les autres ne peut être établie.

Dans les dispositions rémunératoires, comme dans les donations mutuelles, nous voyons une réciprocité de bons procédés des individus les uns à l'égard des autres. Les donations mutuelles sont pour ainsi dire condition ou cause l'une de l'autre. De même les dispositions rémunératoires et les services rendus apparaissent, en quelque sorte et dans un sens très large, comme conditions les uns des autres. Mais les donations mutuelles sont faites par deux ou plusieurs personnes dans un seul et même acte ; un acte unique contient plusieurs donations réciproques ;

au contraire, en matière de dispositions rémunératoires, nous apercevons une donation unique, faite dans un acte unique, en considération de services antérieurement fournis. Si nous prenons le mot échange dans son acception large et économique, nous dirons qu'il y a une différence entre les donations mutuelles et les donations rémunératoires, quant à la nature des valeurs échangées et quant à la façon dont s'opère cet échange. D'un côté, ce sont des biens échangés contre des biens dans un même acte, c'est-à-dire à un même moment. D'un autre côté, ce sont des services échangés contre des biens, avec cette particularité que la prestation des services a précédé celle des biens.

L'analogie des dispositions rémunératoires et des donations onéreuses est encore plus vague. La récompense intervient postérieurement aux services ; les charges sont stipulées dans l'acte de donation. Le donateur *sub modo* restreint sa libéralité et il fait même de l'accomplissement des charges une condition résolutoire de la donation ; la révocation d'une semblable donation n'a pas d'autre fondement que l'idée, sanctionnée formellement par la loi, d'une condition résolutoire tacite. Celui qui donne à titre rémunératoire n'oppose à sa disposition aucune condition résolutoire ; il donne parce que des services lui ont été rendus, tandis que le donateur *sub modo* donne pour que les charges soient exécutées.

Il serait oiseux d'insister sur des différences aussi mani-

festes. La ressemblance, en somme, se réduit à deux points : en premier lieu, il y a, dans toutes les dispositions que nous avons comparées, une idée et un fait de réciprocité ; en second lieu, il peut y avoir égalité ou inégalité dans cette sorte d'échange qui s'opère toujours entre les parties : la valeur de la disposition peut dépasser celle des charges, celle de la donation mutuelle, celle des services rendus, ou au contraire, lui être égale. En cas d'inégalité, la disposition sera gratuite, au moins pour l'excédent. En cas d'égalité, la question se posera de savoir si la disposition n'est pas un acte à titre onéreux.

Nous avons dit qu'en matière de donations mutuelles, même lorsqu'il y a identité de valeur entre les biens qui font l'objet des dispositions réciproques, celles-ci peuvent néanmoins conserver leur caractère gratuit ; elles apparaissent parfois, au contraire, comme de purs et simples échanges au sens juridique du mot. C'est une question de fait à résoudre par les tribunaux (1).

Au contraire, la nature onéreuse de l'opération s'impose lorsque, dans une prétendue libéralité avec charges, il y a équivalence de celles-ci et des biens donnés.

Une question semblable se présente lorsque la valeur des biens donnés à titre rémunératoire excède celle des

1. Merlin, *Question de droit*. V^o Donation, § 1. — Demolombe, t. XX, nos 53 et 587. — Laurent, t. XII, nos 342 et 343.

services rendus dans le cas où une commune mesure existe entre les uns et les autres.

Nous ne pouvons nous en tenir aux rapprochements sommaires qui précèdent. Il nous faut pénétrer plus profondément dans l'analyse juridique et nous demander quelle est la nature des dispositions rémunératoires considérées en elles-mêmes.

Quelques observations, préliminaires à l'étude même du problème, nous semblent nécessaires.

La première est relative au rôle des tribunaux en cette matière. Le juge du fond a un pouvoir souverain d'appréciation quant à la détermination de la gratuité d'un acte ; c'est à lui de rechercher et de décider si un contrat est à titre onéreux ou à titre gratuit (1). C'est à lui, spécialement, de décider si un acte constitue une donation ou l'exécution d'une obligation naturelle (2). Néanmoins l'appréciation des actes dans leurs rapports avec la loi n'est pas du domaine exclusif des juges du fait. La Cour de cassation exerce son droit de contrôle et recherche si les actes ont reçu la qualification voulue par la loi, afin de leur restituer celle qui leur convient légalement dans le cas où l'interprétation des juges du fait serait erronée.

La jurisprudence est constante sur ce point, notamment

1. Cassation, 9 juillet 1879. S. 1881.1.205. — Cassation, 7 décembre 1883. S. 1888.1.10. — Cassation, 28 février 1887. S. 1888.1.414.

2. Cassation, 22 août 1826. S. chr. — Cassation, 10 janvier 1877. S. 1877.1.72. — Cassation, 3 décembre 1895. D. 1896.1.284.

en matière de dispositions rémunératoires. Une dame avait chargé son notaire de liquider ses affaires litigieuses et elle avait passé avec lui un traité à forfait lui attribuant le quart des recouvrements qu'il effectuerait. En présence d'une semblable opération, les juges du fait avaient écarté toute idée de donation rémunératoire pour s'en tenir à la notion très exacte, en l'espèce, du mandat salarié. Sur pourvoi, la Cour suprême accepta cette manière de voir en même temps qu'elle proclama le pouvoir d'appréciation des juges du fond.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation, le 31 janvier 1843, s'exprima en ces termes :

« Attendu que, sans méconnaître dans l'acte litigieux les caractères d'une donation à titre onéreux, la Cour royale n'a fait qu'un usage légal et juste de son droit d'interprétation, en déterminant le véritable caractère de cet acte, et en jugeant en fait, ce qui échappe à la censure de la Cour de cassation, qu'une femme qui, traitant avec un notaire, le charge de poursuivre la liquidation de ses affaires litigieuses, moyennant un traité à forfait du quart des recouvrements, n'a réellement donné qu'un mandat salarié susceptible de révocation, à la charge de payer au mandataire ses salaires, ses avances et ses frais. »

Dans son arrêt du 7 janvier 1862, la Cour de cassation reconnut encore que l'appréciation des juges du fond sur le caractère de donation d'une disposition rémunératoire

lie la Cour suprême et ne saurait être soumise à sa révision (2).

Si nous réfléchissons sur cette jurisprudence, nous sommes conduit à en tirer des conséquences importantes. D'abord, il est manifeste que la qualification donnée par les parties à un acte ne saurait changer la nature de celui-ci. Un acte est à titre onéreux ou à titre gratuit en raison de son contenu, de sa structure et des circonstances qui l'environnent, il demeure tel alors que ceux qui le font l'appellent autrement.

Mais cette vérité a un autre aspect. Non seulement la qualification donnée par les parties, mais leur intention même est impuissante à changer le caractère essentiel d'une opération juridique.

En d'autres termes, la nature des actes juridiques se détermine non pas subjectivement, mais objectivement. Ce qu'il faut considérer, c'est non pas les mots employés par les individus ni ce qu'ils ont voulu faire, mais les caractères intrinsèques de l'acte.

Nous en concluons que, pour déterminer la nature des dispositions rémunératoires, ce n'est pas à l'intention qu'a pu avoir le disposant qu'il faut nous attacher, mais bien à la disposition elle-même et aux circonstances qui l'environnent.

1. D. 1843. 1. 298.

2. D. 1862. 1. 189.

Nous plaçant donc au point de vue objectif, demandons-nous comment il convient de qualifier, scientifiquement, les dispositions rémunératoires.

En droit, ainsi que dans les sciences sociales en général, il y a lieu de se défier des solutions trop abstraites puisées dans le domaine de l'idée pure et en dehors de l'examen attentif des faits. On se tromperait assurément si l'on prétendait fournir une réponse unique au problème actuel.

A priori, deux conceptions absolues apparaissent comme théoriquement possibles. D'après l'une, les dispositions rémunératoires seraient toujours des donations ; d'après l'autre, ces dispositions seraient toujours des actes à titre onéreux. La première conception n'a jamais eu de partisans ; elle est en réalité insoutenable ; lorsque la valeur de la rémunération se trouve égale à la valeur des services rendus, lorsque cette égalité peut être constatée parce que les services sont appréciables en argent et que leur chiffre est à peu près le même que celui des biens donnés, le caractère commutatif et onéreux de l'opération s'aperçoit très nettement. Il n'existe, dans cette opération, aucun élément de gratuité. Elle est alors tout à fait assimilable, sous ce rapport, à la donation dite onéreuse dans le cas où les charges imposées équivalent aux avantages que le prétendu donataire retire de la disposition. La différence consiste en ce que, dans l'hypothèse de la donation onéreuse, c'est le donateur qui prend l'initiative et qui dispose en faveur du donataire moyennant l'accomplissement de cer-

taines charges ou de certains services par celui-ci, tandis que, dans l'hypothèse de la disposition rémunératoire, l'initiative est prise par le gratifié qui rend des services dont il est plus tard récompensé par le disposant. La nature onéreuse des deux opérations persiste alors, même qu'elles auraient été qualifiées de donations dans les actes; le terme de donations qu'on leur applique couramment est une inexactitude scientifique.

Il est inutile d'insister sur ces propositions évidentes, puisque aucun auteur ni aucun arrêt n'a jamais soutenu qu'une disposition rémunératoire équivalente aux services rendus offre un caractère gratuit. Une telle affirmation eût été, à proprement parler, contradictoire.

Il y a donc au moins un cas — celui de l'équivalence dont il s'agit — où la disposition rémunératoire est un acte onéreux.

Mais on peut se demander si ce caractère onéreux n'appartient pas à toutes les dispositions rémunératoires, quelles qu'elles soient. L'idée même de rémunération ne contredit-elle pas celle de gratuité? N'est-ce pas un nonsens de dire que celui qui récompense, c'est-à-dire qui paie au sens très large du mot, se trouve animé de l'intention libérale qui forme le trait distinctif de la donation? Aussi ne faut-il pas s'étonner que la conception absolue, suivant laquelle toutes les dispositions rémunératoires constitueraient, par leur nature même, des actes à titre onéreux, ait été parfois défendue en jurisprudence et en doctrine.

Nous ne connaissons aucune décision judiciaire postérieure au Code civil qui ait émis cette thèse intransigeante. Mais, avant le Code civil, il a été jugé « que les donations rémunératoires doivent être considérées comme un de ces contrats innommés qui consistent dans la prestation de l'une des parties pour que l'autre fasse quelque chose, et que l'on désigne par ces mots : *do ut facias*, qui en expriment la substance, contrats dans lesquels il y a des mises réciproques et qui sont synallagmatiquement obligatoires, et ne peuvent, par conséquent, être assimilés au titre purement gratuit qui constitue la donation (1). » Pour cette raison, une donation rémunératoire, passée sous la coutume de Montfort-l'Amaury, a été maintenue, bien que cette coutume interdise les donations en général.

Cette opinion radicale se retrouve, aujourd'hui, sous la plume de l'un des maîtres les plus éminents du droit civil. Suivant M. Planiol, il y aurait une incompatibilité logique entre la notion de rémunération et celle de libéralité, de telle sorte qu'aucune disposition rémunératoire ne serait une donation, quelle que soit son importance et quelle que soit la nature des services rendus (2).

1. Rej., 3 brumaire an IV, affaire Martin c/Robert. Voir Dalloz, *Répertoire* V^o Dispositions entre vifs, n^o 1303.

2. Nous trouvons encore cette manière de voir absolue dans une thèse récente de M. Jonesco (*les Obligations naturelles*, thèse de Paris, 1911, p. 110 et suivantes) qui range très nettement parmi les obligations naturelles celles qui ont pour but de rémunérer des services rendus.

M. Planiol (1) place les devoirs de reconnaissance pour services rendus et les dispositions rémunératoires dans la catégorie des obligations naturelles. « Toute peine mérite salaire, dit-il. Il en résulte que celui qui a rendu à autrui, comme domestique, comme mandataire, ou à un autre titre, des services importants qui ne lui ont pas été payés, a moralement droit à une rémunération, et ce qui lui est offert est moins une donation qu'un paiement. Nous tirerons de là cette conséquence que les prétendues donations rémunératoires ne sont pas des donations ; s'il y a vraiment rémunération d'un service rendu, il y a acquittement d'une obligation naturelle ; pour qu'il y ait donation, il faut qu'il y ait absence de toute obligation préexistante. »

Ainsi le savant auteur affirme une contradiction essentielle entre l'idée de donation et l'idée d'acquittement d'une obligation préexistante, quelle qu'elle soit : or, comme toute rémunération implique une obligation au moins morale de récompenser des services rendus, il s'ensuit qu'aucune disposition rémunératoire ne peut avoir un caractère gratuit. « La rémunération n'est pas un vain mot », dit M. Planiol. Le raisonnement est parfaitement suivi. Mais n'est-il pas possible de découvrir en lui quelque faiblesse ?

L'argumentation de M. Planiol est inattaquable si l'on ne considère que les obligations civiles et les obligations naturelles. Payer une dette civilement exigible ne peut pas être

1. Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 345.

un acte de libéralité. Acquitter une obligation naturelle, c'est-à-dire une obligation non sanctionnée par une action en justice, mais possédant néanmoins une valeur juridique n'est point accomplir une libéralité. Mais le mot obligation offre un sens plus large encore ; au delà du *vinculum juris* de la sphère du droit, il y a le domaine moral et l'obligation morale ; une telle obligation n'a pas de valeur juridique, elle existe néanmoins ; celui qui l'acquitte agit en l'absence de toute obligation juridique préexistante, civile ou naturelle ; dès lors ne peut-il pas être un donateur ? L'existence d'une obligation morale dans le domaine des dispositions rémunératoires apparaît si l'on considère que ces dispositions tendent à récompenser des services non appréciables en argent.

Il est une autre considération dont il importe de tenir compte. Même quand on se trouve en présence de services appréciables en argent, il y a lieu de se demander si les dispositions rémunératoires ne sont pas quelquefois des donations. Il se peut, en effet, que la valeur des biens donnés dépasse celle des services rendus. Dans la mesure de cet excédent, au moins, n'est-il pas possible de dire qu'il y a libéralité, puisque, dans cette même mesure, le disposant agit sansqu'il y ait d'obligation préexistante.

Les observations précédentes nous montrent qu'il n'est pas d'une bonne méthode de chercher à fournir une réponse unique à la question de la nature des dispositions rémunératoires.

Il faut étudier avec soin les faits pouvant être rangés sous la dénomination générique de dispositions rémunératoires et adapter les qualifications juridiques à la variété de ces faits.

Or, trois situations sont possibles en notre matière. Ce sont les suivantes :

1° Les services sont appréciables en argent et il y a équivalence entre eux et les biens donnés ;

2° Les services sont encore appréciables en argent, mais la valeur des biens donnés excède la valeur des services rendus ;

3° Les services ne sont pas appréciables en argent.

Dans le premier cas, le caractère onéreux de l'opération n'est pas douteux.

Le troisième cas est diamétralement opposé au premier ; les services rendus et la rémunération n'ont pas la commune mesure de l'argent, il y a même entre ceux-ci et celle-là une différence de nature. Pourrons-nous, dès lors, faire rentrer l'opération dans la notion juridique du contrat commutatif ? Ne devons-nous pas plutôt y voir une véritable libéralité ?

Entre ces deux cas extrêmes, il y a l'hypothèse d'une rémunération correspondant à des services estimables en argent, mais excédant la valeur de ces services. Quelle est la nature d'une disposition semblable ? Là, dans la première situation, nous avons reconnu à l'acte un caractère onéreux ; si, dans la troisième, nous lui avons reconnu le

caractère gratuit, devons-nous alors considérer l'acte dont nous parlons maintenant comme mixte ou comme indivisible ? Logiquement, l'étude de ce cas intermédiaire doit donc venir après celle des deux autres.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE

Équivalence des biens compris dans la disposition et des services appréciables en argent

Nous supposons d'abord que les services rendus sont appréciables en argent et qu'il y a sensiblement égalité entre ces services et le quantum de la disposition rémunératoire. La rémunération nous apparaît alors comme un juste salaire, ce dernier mot étant pris dans un sens large. Il n'est pas douteux que l'opération est essentiellement commutative et onéreuse. D'une part le gratifié reçoit le paiement de ses services ; d'autre part le disposant ne fait qu'effectuer ce paiement, c'est-à-dire qu'exécuter une obligation juridique préexistante.

Les idées d'obligation et de paiement s'impliquent l'une l'autre. Celui qui paie éteint une dette, civile ou naturelle.

La situation que nous envisageons actuellement est semblable à celle qui résulte d'une libéralité avec charges. Quand les charges sont équivalentes, ou à peu près, à la valeur des biens cédés, l'acte n'est pas une donation, mais

une vente ou un contrat innomé (1). De même, lorsqu'il y a équivalence entre les services rendus et la disposition rémunératoire, celle-ci constitue un acte à titre onéreux.

Mais, pour qu'on puisse parler d'équivalence, il faut, de toute nécessité, qu'il s'agisse de services appréciables en argent; sans quoi il n'y aurait pas de commune mesure entre les services et les biens donnés.

Zachariæ enseignait que le caractère des dispositions rémunératoires varierait suivant que le donataire aurait ou non, à raison des services par lui rendus au donateur, une action contre celui-ci (2).

Cette théorie était certainement inexacte. Une obligation naturelle n'engendre pas d'action et, cependant, son exécution ne constitue pas une donation. La gratuité étant de l'essence de la donation, il est clair que tout acte qui consiste dans l'accomplissement d'une obligation antérieure, juridiquement valable, ne peut être une donation.

Les actes relatifs à l'exécution d'une obligation civile ne sont évidemment pas des libéralités. Qui paie ne donne pas. Mais, si l'obligation civile est la seule qui produise une plénitude d'effets, elle n'est pas la seule qui soit juridiquement existante. Au-dessous d'elle, ayant pour ainsi dire moins de vitalité, ne produisant que quelques-uns des effets

1. Caen, 21 avril 1841. S. 1841. 2. 433. — Cassation 21 décembre 1887. S. 1888. 1. 412. — Cassation, 7 décembre 1885. S. 1888. 1. 10.

2. Zachariæ; *Droit civil*, § 703.

de l'obligation, se présente l'obligation naturelle. La payer n'est pas faire œuvre de libéralité.

La jurisprudence a décidé à maintes reprises que le paiement de legs verbaux exécutés en vertu de recommandations du défunt au promettant et que l'exécution de contrats ou d'actes nuls en la forme, par exemple, étant des actes relatifs à l'exécution d'une obligation naturelle, ne constituent pas des donations (1). Celui qui acquitte une telle obligation ne fait que reconnaître une obligation préexistante, quoique non munie d'action ; on ne peut donc pas dire qu'il agit dans une intention libérale. L'obligation naturelle possède une valeur juridique, puisqu'elle peut servir de base à un paiement et que ce qui a été payé sciemment ne peut être répété (art. 1235) L'acquittement de l'obligation naturelle se distingue donc de la libéralité. Payer une dette n'est pas donner.

La disposition rémunératoire qui correspond à une obligation civile ou naturelle préexistante est un acte à titre onéreux. Il est inutile, pour le montrer, d'insister davantage.

Les qualifications à donner à des dispositions de cette sorte varieront suivant les circonstances. Tantôt elles seront de purs et simples paiements, tantôt on les envisa-

1. Cassation, 26 janvier 1826. S. chr. — Nîmes, 5 décembre 1860. S. 1861.2.1. — Aix, 21 juin 1875. D. 1877.2.125. — Bruxelles, 28 avril 1887. *Pasicrisie*, 1887.2.356. — Trib. Lyon, 4 février 1892, *la Loi*, 3 août 1892. — Cassation, 5 avril 1892. D. 1892.1.234.

gera plutôt comme des dations en paiement (1). Parfois elles répondront mieux à la notion de l'exécution d'un contrat de louage de services ou d'un mandat salarié. Il serait même possible de leur appliquer la construction romaine du contrat innomé; c'est ce qu'a fait l'arrêt du 3 brumaire an IV que nous avons cité, mais en ayant tort de généraliser cette analyse à toutes les dispositions rémunératoires, au lieu de la limiter, comme il convient, aux rémunérations de valeur équivalente à la valeur des services appréciables en argent.

Quelle que soit la qualification donnée, suivant les circonstances, aux dispositions dont il s'agit ici, il est certain que celles-ci seront gouvernées par les règles des contrats et non par les principes des donations.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE

La disposition récompense des services non appréciables en argent

N'y a-t-il pas opposition fondamentale entre la notion de récompense et celle de libéralité ?

Il faut répondre négativement. Nous pensons qu'il y a donation quand une disposition ne constitue l'exécution d'aucune obligation juridique préexistante, c'est-à-dire d'aucune obligation civile ou naturelle ; en l'absence de

1. Loi 34, § 1. Digeste, *de donationibus*.

toute obligation ayant une valeur juridique, il ne peut plus subsister qu'une obligation purement morale ; or l'accomplissement d'une semblable obligation nous semble être la manifestation ordinaire et normale de l'*animus donandi*.

Lorsque la récompense répond à des services non appréciables en argent, elle a pour mobile le sentiment d'une obligation morale chez son auteur. Ce sentiment n'est pas autre chose, à notre avis, que l'intention libérable conçue d'après la réalité des faits.

Il n'est pas possible de définir abstraitement et d'une manière générale le service non appréciable en argent. Nous dirons qu'on doit regarder comme tel le service qui, soit par sa nature, soit d'après les usages, ne peut être estimé en argent.

Prenons un exemple : Une personne a perdu un bijou de grand prix. Elle promet une récompense à celui qui le trouvera et le lui rapportera. L'individu qui se présente avec le bijou rend un service appréciable en argent ; si l'objet valait mille francs, le service vaut mille francs, et même davantage, car il économise les frais d'achat d'un autre bijou. Lorsque la personne en question remplit sa promesse, elle accomplit une obligation civile. Il importe peu à cet égard que cette obligation s'explique par la théorie allemande de la volonté unilatérale ou par l'idée d'un contrat rendu parfait au moment où l'individu se montre avec l'objet.

Supposons maintenant que la même personne ait perdu

un objet de valeur insignifiante au point de vue pécuniaire, mais présentant pour elle une très grande valeur au point de vue du souvenir et de l'affection. Le service que lui rendra l'individu qui rapportera cet objet sera bien inappréciable en argent. La récompense sera une donation et la promesse de récompense sera une promesse de donation. Cette prestation, d'ailleurs dispensée de formalité en tant que don manuel, n'aura pour mobile qu'une obligation purement morale.

La différence entre les deux hypothèses tient au caractère du service rendu. L'un est estimable en argent, l'autre ne l'est pas. Dans le premier cas, on peut soutenir qu'il y aura au moins obligation naturelle de récompense parce qu'il y aura eu conservation du patrimoine par un tiers ; dans le second cas, nous sommes en dehors de tout intérêt patrimonial et juridiquement appréciable.

Dans le second des cas précédents, nous dirons qu'il y a une libéralité rémunératoire manuelle. Cet exemple n'a d'autre but que d'illustrer la proposition que nous avons émise. Il sert aussi à faire comprendre la difficulté des questions que nous abordons à présent.

Le point délicat, pour déterminer les cas dans lesquels les dispositions rémunératoires offrent le caractère de libéralités, c'est la distinction de l'obligation naturelle et de l'obligation purement morale.

Une obligation naturelle est celle qui, bien qu'elle n'offre aucun moyen de contrainte au créancier contre le débiteur

peut servir de base à un paiement valable au sens juridique du mot. Une obligation morale peut être en même temps naturelle, mais elle peut être aussi purement morale : en ce dernier cas elle ne peut, juridiquement, être l'objet d'un paiement.

Personne, croyons-nous, ne contestera ce qui précède. Mais il reste à connaître le contenu de ces définitions, c'est-à-dire à savoir quel est le critérium permettant de ranger telle obligation dans la catégorie des obligations naturelles, telle autre dans la catégorie des obligations simplement morales.

Le Code civil ne contient aucune définition ni aucune disposition générale sur les obligations naturelles. Deux textes seulement s'en occupent : l'article 2135 qui les nomme et détermine leur principal effet, à savoir que ce qui a été payé en vertu d'une semblable obligation ne peut être répété ; et l'article 2012, alinéa 2, qui se réfère implicitement à un cas d'obligation naturelle.

Cette absence de définition légale favorise la confusion de l'obligation naturelle et de l'obligation purement morale (1).

On peut exprimer le système de la jurisprudence en cette matière en disant que l'obligation naturelle comprend ce

1. Il y a même lieu de noter que certaines législations ont remplacé l'idée d'obligation naturelle par celle de devoir moral (Code fédéral suisse, art. 72, al. 2. Code civil allemand, art. 814).

Cf. Planiol, *loc. cit.*, n° 337 *in fine*.

qui n'est ni une obligation civile munie d'action, ni une pure libéralité : « Toutes les fois, dit M. Planiol qui semble se rallier à cette conception, que ce qui est promis ou donné en dehors de toute obligation civile, ne peut pas être considéré comme une donation inspirée par une pure idée de bienfaisance ou de gratification, la jurisprudence admet une obligation naturelle » (1).

Mais cette formule ne donne pas le critérium recherché pour savoir dans quels cas il faut considérer ce qui est donné ou promis comme une donation inspirée par une pure idée de bienfaisance, dans quels cas il convient au contraire de la considérer autrement.

MM. Aubry et Rau (2) ne reconnaissent comme obligations naturelles que les devoirs moraux qui seraient « rationnellement susceptibles d'une coercition extérieure », mais auxquels, pour des motifs divers, le législateur a refusé le droit d'action.

La difficulté ne se trouve ainsi que reculée. Car il s'agit de savoir quels devoirs moraux sont rationnellement susceptibles de coercition extérieure. Or nous croyons que ce sont seulement les devoirs moraux de nature à être estimés en argent.

S'il en est ainsi, nous apercevons le critérium cherché

1. Planiol, *loc. cit.*, n° 337.

2. Paragraphe 297.

Voir aussi note anonyme au S. 1861. 2. 1.

entre l'obligation naturelle et l'obligation purement morale. La première est estimable en argent, la seconde ne l'est pas.

En fait, il semble bien que ce critérium se trouve vérifié par l'examen des principaux cas reconnus d'obligations naturelles. Toutes se montrent susceptibles d'une estimation pécuniaire. La chose est évidente en ce qui concerne les obligations nulles d'après le droit civil ou les obligations civiles dégénérées ; elles ont, en effet, le même objet que si elles avaient leur pleine valeur en droit civil. On donne ensuite comme exemples d'obligations naturelles certains devoirs moraux résultant de la parenté ; il s'agit alors de l'obligation alimentaire entre frères et sœurs, ou de l'obligation pour les enfants d'une personne décédée, même renonçant à la succession, de payer les frais de dernière maladie ou d'enterrement (1) ; il est manifeste que l'objet de telles obligations est pécuniairement estimable. La jurisprudence nous offre encore d'autres exemples d'obligations naturelles, dans lesquelles nous trouvons le même caractère de la possibilité d'une estimation en argent. Il y a une obligation naturelle, à la charge d'un époux, de s'assurer sur la vie au profit de son conjoint (2). Cette obliga-

1. Tribunal Nancy, 30 janvier 1902 et tribunal de Boulogne-sur-Mer, 28 novembre 1902. S. 1902, 2. 52.

Voir aussi tribunal Seine, 7 janvier 1902. S. *eod. loc.*

2. Bordeaux, 2 février 1885, *Journal des assurances*, 1885, p. 577. — Trib. civ. Seine, 4 mars 1902, D. 1903. 2. 13.

tion naturelle de prévoyance peut-être estimée pécuniairement. Il en est de même de la restitution faite à une congrégation non autorisée par un propriétaire apparent (1) ou de la remise de valeurs à un enfant naturel (2). Nous en dirons autant de la promesse faite à une maîtresse renvoyée après de longues années de concubinage, qui a été considérée comme l'exécution d'une obligation naturelle (3) ; le renvoi de la concubine, dans ces circonstances, lui causait un préjudice certain, à la fois matériel et moral, dont la réparation était susceptible d'être évaluée en argent.

En définitive, on ne rencontre, en jurisprudence, aucun devoir moral, non susceptible d'estimation en argent, qui ait été consacré comme obligation naturelle.

Sans discuter ici d'une manière approfondie le problème de l'obligation naturelle, ce qui nous entraînerait hors des limites précises de notre sujet, nous croyons donc pouvoir dire qu'une obligation non munie d'action est naturelle ou simplement morale suivant qu'elle est ou qu'elle n'est pas estimable en argent.

Ce que nous venons de dire constitue un développement de la formule de MM. Aubry et Rau et une précision apportée à leur système. Les obligations naturelles sont

1. Lyon, 16 décembre 1901, *la Loi*, 11 janvier 1902.

2. Cassation, 5 mars 1902. D. 1902. 1. 220.

3 Rennes, 7 mars 1904. D. 1903. 2. 303.

des devoirs moraux rationnellement susceptibles de coercition extérieure ; or seuls présentent ce caractère les devoirs moraux appréciables en argent.

Appliquons maintenant à notre matière le critérium que nous avons dégagé. Nous dirons qu'une disposition rémunératoire est l'accomplissement d'une obligation préexistante, lorsqu'elle a pour but de récompenser des services appréciables en argent ; en cette hypothèse, en effet, le disposant satisfait au moins à une obligation naturelle. Nous serons alors en présence d'une opération juridique à titre onéreux. Si, au contraire, la disposition rémunératoire ne répond pas à des services estimables en argent, le disposant ne s'est trouvé en face d'aucune obligation juridique préexistante, ni civile, ni naturelle ; il ne reste qu'une obligation purement morale dont l'accomplissement constitue une libéralité.

A notre sens, on ne peut sérieusement contester que l'accomplissement d'une obligation purement morale, soit une libéralité.

Certains auteurs ont cependant soutenu que l'exécution d'un devoir simplement moral ne devrait, pas plus que l'accomplissement d'une obligation naturelle, être considérée comme une donation. D'après eux, en effet, les deux sortes d'obligations sont inspirées par le désir de satisfaire aux réclamations de la conscience et non par celui de faire une libéralité. Demolombe, notamment, a admis qu'on devait attribuer à la prestation faite à titre rému-

nératoire le caractère onéreux, même quand il s'agit de services non appréciables en argent (1).

Cette théorie méconnaît complètement la distinction de l'obligation naturelle et de l'obligation morale, telle que nous avons essayé de la faire ressortir. Cette manière de voir nous paraît, en outre, procéder d'une singulière conception de la libéralité et de l'intention libérale. Dire que celui qui agit uniquement pour accomplir un devoir moral ne fait pas une libéralité, c'est en réalité supprimer l'intention libérale et la possibilité de la donation ; c'est rayer celle-ci du domaine du droit positif et humain. L'intention libérale n'est pas quelque chose d'abstrait et de vide ; l'homme, même doué de libre arbitre, n'agit pas sans motif ; or, le motif normal de la donation, c'est l'accomplissement d'un devoir moral.

En d'autres termes, donner, c'est faire une prestation sans y être tenu en vertu d'aucune obligation, juridique-ment valable, civile ou naturelle, préexistante. Nul n'est juridiquement obligé, même naturellement, d'avoir de la reconnaissance pour les services qui lui ont été rendus et de témoigner par une disposition de cette gratitude, si les services dont il s'agit ne sont pas appréciables en argent. Lorsque de tels services sont récompensés par une disposition rémunératoire, il se produit, entre le disposant et

1. Demolombe, t. XX, n^{os} 38 et 39.

le gratifié, un échange moral, absolument en dehors du commerce des relations juridiques (1).

Nous aboutissons donc à cette conclusion que la disposition rémunératoire est à titre onéreux lorsqu'elle récompense des services appréciables en argent et donnant, par suite, naissance à une obligation juridique, civile ou naturelle; qu'une disposition rémunératoire est, au contraire, à titre gratuit quand elle récompense des services non appréciables en argent, lesquels n'engendrent que des devoirs purement moraux. L'idée que nous défendons a été fort bien mise en lumière dans notre ancien droit par l'un des auteurs les plus importants qui aient écrit dans la matière des donations.

Ricard soutenait qu'il n'y a pas de donation « non seulement quand l'obligation en vertu de laquelle le donateur était tenu de délivrer la chose donnée est civile et de rigueur, *mais même quoiqu'elle ne soit que naturelle*; car, bien que régulièrement les obligations purement naturelles ne produisent pas d'action en jugement, néanmoins, lorsqu'elles ont été une fois reconnues, et que celui qui en était tenu les a acquittées, elles deviennent civilement obligatoires; de sorte que celui qui en a reçu le paiement

1. « Quoique, disait Pothier, une donation faite pour récompenser de tels services ne soit pas si parfaite que la donation simple, néanmoins c'est toujours vraiment une donation, puisque le donateur donne sans qu'il soit besoin de donner. C'est ici *libertas nullo jure cogente facta* » (*Donations entre vifs*, sect. II, art. 3, § 1).

ne peut être obligé de rendre ce qu'il a touché, comme il le pourrait être s'il avait reçu une chose qui ne lui aurait pas été absolument due » (1).

Mais Ricard, abandonnant sur ce point la conception romaine, ne voit pas l'acquittement d'une obligation naturelle dans la disposition faite par un individu à celui qui se serait porté sa caution. « C'est, dit-il, un de ces services qui ne peuvent produire aucune obligation estimable en argent, au delà du dommage que la caution a réellement souffert ; c'est un secours gratuit que les hommes se prêtent réciproquement les uns aux autres de la qualité de ceux qui ne méritent qu'une simple reconnaissance, qui a coutume de se témoigner plutôt par le cœur que par la bourse. »

La même manière de voir est acceptée, aujourd'hui, par des auteurs considérables.

« Il n'y a de prestation à titre onéreux, disent MM. Aubry et Rau, (2), que si les services sont de la catégorie de ceux qui se rendent communément à prix d'argent. »

« Le caractère des donations rémunératoires, écrivent les mêmes jurisconsultes (3), varie, suivant qu'il s'agit de services appréciables à prix d'argent, et qui, comme tels, emportent tout au moins une obligation naturelle de rémunération, ou qu'il s'agit de services non appréciables en

1. Ricard, *des Donations entre vi/s*, 1^{re} partie, ch. I, sect. III.

2. T. IV, p. 6.

3. T. VII, p. 379 § 702.

argent, et en raison desquels le donateur n'était, par cela même, soumis envers le donataire qu'à un devoir moral de gratitude. Au premier cas la disposition est à considérer comme un acte à titre onéreux, plutôt que comme une libéralité, en tant du moins qu'elle n'excède pas les limites d'une équitable rémunération ; au second cas, la donation rémunératoire est essentiellement, et à tous égards, une disposition à titre purement gratuit. »

« Lorsque les services sont appréciables en argent, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (1), la loi aurait pu conférer très légitimement une action en justice à la personne qui les a rendus. » Ce point de vue est exactement celui auquel nous nous sommes placé. De cette citation, il résulte, implicitement, que, si les services ne sont pas appréciables pécuniairement, la loi n'aurait pas pu conférer d'action en justice à la personne qui les a rendus, c'est-à-dire qu'elle n'aurait pas pu mettre une obligation juridique de rémunération à la charge de la personne qui a bénéficié de ces services.

Le principe précédemment établi a été également appliqué par la jurisprudence. Sans doute il peut être difficile, dans certaines espèces, de discerner si la disposition litigieuse correspond à une obligation naturelle ou à une obligation simplement morale, à cet égard certaines décisions judiciaires souffrent la critique. Mais l'idée même de

1. T. II, n° 1670.

considérer comme des donations les dispositions qui ne répondent qu'à un simple devoir moral a été aperçue par les tribunaux. La règle que nous avons établie à ce sujet se trouve énoncée avec une clarté parfaite dans un arrêt de la Cour de Riom du 15 février 1894 :

« Le devoir de reconnaître et de rémunérer des services rendus ne peut devenir le fondement d'une obligation même naturelle que si ces services sont de la nature de ceux qui se rendent communément à prix d'argent. » (1)

Cette formule est identique, dans sa substance, à celles de Ricard et d'Aubry et Rau.

Si les décisions qui l'ont mise en œuvre sont rares, c'est que la tendance de la jurisprudence est de considérer, à tort ou à raison, beaucoup d'obligations morales comme des obligations naturelles.

Une femme, après avoir reçu en paiement de ses reprises deux immeubles de son mari dont la valeur n'égalait pas le montant de ses reprises, avait déclaré, dans un acte qualifié pacte de famille, s'engager à ne pas exercer le surplus de ses reprises contre son mari et à lui retrocéder en outre un de ses immeubles pour l'indemniser des pertes qu'il avait éprouvées pendant la Révolution et de la dépréciation actuelle des immeubles, laquelle ne provenait pas d'ailleurs d'un fait personnel à la femme. La Cour de cassation décida qu'un tel acte constituait, non pas l'accom-

1. S. 1897. 4. 234.

plissement d'une obligation naturelle, mais bien une véritable libéralité (1), et elle jugea que l'arrêt qui déclare le contraire encourt la cassation. La qualification donnée par la Cour suprême à l'acte en question est assurément très discutable, Mais nous ne retenons cet arrêt que parce qu'il regarde comme une libéralité un acte qu'il estime être l'accomplissement d'un simple devoir de conscience.

Nous avons cité comme exemple d'obligation naturelle, au cours de nos précédentes explications, la promesse faite à une maîtresse renvoyée après de longues années de concubinage (arrêt de Rennes du 7 mars 1904) ; le renvoi de la concubine, dans ces conditions, lui causait un dommage et appelait une réparation susceptible d'évaluation pécuniaire. Mais on ne saurait en dire autant du cas où un homme sert une rente viagère à sa maîtresse, alors que la liaison de celle-ci avec lui, loin d'avoir été pour elle une cause de dommage, a été au contraire une source de bénéfices ; en cette hypothèse on ne peut parler de dédommagement et la disposition rémunératoire se réfère à des services non appréciables en argent. Cette disposition est par suite une libéralité. C'est ce qu'a décidé un jugement assez curieux du tribunal civil de la Seine du 21 novembre 1893 :

« Attendu, en droit, que si l'on peut considérer comme rentrant dans la classe des actes à titre onéreux plutôt que

1. Cassation, 5 mai 1835. De Larochehoucauld, S. 1835, 1, 466.

dans celle des actes de pure libéralité, tant au point de vue de la forme qu'au point de vue du fond, les engagements qui ont eu pour mobile le désir de récompenser des services susceptibles d'une rémunération pécuniaire ou de réparer un dommage, alors même que les bénéficiaires de cet engagement seraient sans action d'après le droit civil pour exiger une rémunération ou un dédommagement, on ne saurait attribuer d'autre caractère que celui d'une libéralité à l'acte par lequel un homme, obéissant seulement à un sentiment de reconnaissance ou de délicatesse, s'oblige à servir une rente viagère à une femme qui a été sa maîtresse, et pour qui sa liaison avec lui, loin d'avoir été une cause de dommage, a été une source de bénéfices (1).

Un arrêt de la Cour de Grenoble (14 juillet 1836), dans une espèce assez singulière, a jugé qu'une donation faite pour décider le donataire à renoncer à un mariage arrêté et à une donation précédente, faite en considération de ce mariage, ne participe pas, pour cela, du caractère des donations rémunératoires et, dès lors, n'est pas dispensée de l'acceptation (2). La Cour en fournit cette raison qu'une semblable donation ne présente pas « cette rémunération qui n'existe ordinairement que dans le cas d'indemnité de services, de travaux ou de salaires, à raison desquels il aurait pu compéter une action au donataire contre le donateur.

1. *Gazette du Palais*, 1893. 2.604

2. D. 1837.2. 157.

Le Tribunal de Bruxelles a décidé qu'une pension viagère constituée verbalement en faveur d'un ancien collaborateur, en récompense de ses services, est la reconnaissance d'une dette naturelle et ne constitue pas une libéralité. (1) Il semble bien, pourtant, qu'il s'agissait en l'espèce de services non appréciables en argent.

Au contraire nous voyons ranger parmi les actes relatifs à l'exécution d'une obligation morale et considérer comme une donation, la constitution d'une pension alimentaire faite, en cas de divorce, par un époux à son conjoint coupable.

En ce sens un arrêt de Gand, du 28 mars 1885, a décidé que l'époux demandeur en divorce peut valablement constituer une pension alimentaire et viagère au profit de son conjoint, pour le cas où le divorce serait prononcé contre ce dernier.

Cette constitution de rente est une libéralité, dit la Cour, et elle ajoute « rien ne peut empêcher l'époux innocent, mû par des considérations d'humanité ou par le souvenir d'une ancienne affection, d'assurer à l'époux coupable certains avantages destinés à le mettre à l'abri du besoin. » (2)

1. Trib. Bruxelles, 30 septembre 1872. *Belgique judiciaire.*, 1873 p. 634

2. *Pasicrisie*, 1885.2.215

THOISIMME HYPOTHÈSE

*La valeur de la disposition est supérieure à celle
des services appréciables en argent.*

Quelle est, en présence d'une semblable situation, la nature de la disposition rémunératoire ?

Une question tout à fait analogue se pose, en matière de donations onéreuses, lorsque les charges imposées sont inférieures à l'importance des avantages accordés au bénéficiaire. On s'accorde alors à reconnaître que l'opération constitue une libéralité dans la mesure où elle est un avantage pour le gratifié, c'est-à-dire déduction faite des charges que lui impose la libéralité (1).

Cette solution peut parfaitement s'appliquer aux dispositions rémunératoires dont il s'agit ici. Dans la mesure où elles dépassent la valeur des services rendus, elles constituent des donations.

L'opération présente ainsi un caractère mixte. Jusqu'au point où il y a équivalence des services appréciables en argent et des biens donnés, nous sommes en présence d'un acte à titre onéreux ; mais au delà de ce point, l'acte

1. Pothier, *Vente* n° 614 et *Traité des obligations*, n° 42. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n° 16 et 984. — Planiol, *Droit civil*, t. III, n° 3009 et 2243.

commence à présenter un caractère gratuit. La donation consiste dans la différence des valeurs.

En effet, dans les limites de l'excédent, le disposant agit sans qu'il y ait à sa charge aucune obligation juridique préexistante. Il a payé ce qu'il devait; il ne peut avoir l'obligation, même naturelle, de faire des prestations plus étendues. Au delà de la valeur des services rendus, il n'y a plus de paiement. Il ne peut subsister qu'un devoir moral de reconnaissance dont l'accomplissement, nous l'avons vu, est une donation.

Nous ne pensons pas que l'attribution d'un caractère mixte aux dispositions dont nous nous occupons puisse faire l'objet d'une discussion sérieuse.

Sans doute un acte ne peut être scindé au point de vue de la détermination de la forme qu'il doit revêtir; en ce sens il est indivisible et nous déciderons que les dispositions rémunératoires, même lorsqu'elles excèdent la valeur des services rendus, sont soumises aux formalités des donations en général. Mais un acte n'est pas nécessairement indivisible quant à son contenu et quant à l'application des règles de fond; en ce sens les dispositions rémunératoires, comme les donations onéreuses, seront rapportables et réductibles dans la mesure où elles sont des avantages pour le gratifié, c'est-à-dire en ce qui concerne l'excédent des biens donnés au-dessus du prix de la charge imposée ou du service rendu.

L'indivisibilité de l'acte, au point de vue du fond, serait

contraire à la logique ; elle n'est commandée par aucun texte ; elle serait enfin contraire à l'intention des parties. Celui qui fait une prestation supérieure à la valeur des services qui lui ont été rendus veut manifestement se montrer libéral ; après avoir rempli son obligation civile ou naturelle, il écoute la voix de sa conscience morale qui lui impose une obligation d'un autre ordre. Celui qui reçoit une telle prestation entend bien accepter non seulement le paiement de ce qui lui est dû, mais un supplément plus ou moins important à titre de libéralité.

CHAPITRE II

RÈGLES RELATIVES A LA CAPACITÉ

Lorsque la disposition rémunératoire est un acte entièrement à titre onéreux, il ne peut être question d'appliquer les règles de la capacité de donner et de recevoir à titre gratuit.

Mais l'application de ces règles s'impose dès que nos dispositions présentent soit en totalité, soit en partie, un caractère de libéralité. Quand l'acte n'est que partiellement une libéralité, l'inobservation des règles de capacité n'entraînerait sa nullité que dans cette mesure ; l'acte vaudrait dans la mesure où il constitue l'acquittement d'une obligation.

Ces solutions découlent logiquement des principes précédemment dégagés.

Il serait inutile de rappeler ici les règles qui gouvernent la capacité en matière de donations. Contentons-nous de dire qu'elles exercent leur empire sur les libéralités rémunératoires comme sur les autres. La capacité de donner et

de recevoir à titre rémunératoire est la même, en principe, que celle de donner et de recevoir en général.

Cependant les dispositions rémunératoires présentent, sous le rapport des règles de capacité, certaines particularités qui méritent d'attirer notre attention. Les unes sont relatives aux médecins et aux ministres des cultes, les autres à l'auteur d'une institution contractuelle.

L'article 909 du Code civil dispose en ces termes : « Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie... Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte. »

Il résulte de ce texte que trois conditions sont exigées pour que les libéralités faites par un malade au profit des médecins, des personnes assimilées à ceux-ci, et des ministres des cultes, soient frappées de nullité. En premier lieu, il faut que le médecin ait traité le malade ou que le ministre du culte lui ait administré des secours spirituels. En second lieu, il faut que le disposant soit mort à la suite de la maladie. Enfin il faut que la libéralité ait été faite dans le cours de la dernière maladie : si la donation avait été faite avant le commencement de la dernière maladie, elle demeurerait valable alors même que le donateur mourrait ultérieurement d'une maladie

pendant laquelle il a été soigné ou secouru par le donataire ; en ce cas, en effet, aucun abus d'influence ne serait à craindre, puisque la libéralité serait antérieure au moment où l'influence aurait pu s'exercer.

Au principe prohibitif précédent l'article 909 apporte deux exceptions, l'une relative aux libéralités rémunératoires, l'autre relative aux dispositions universelles en faveur de certains parents.

La première de ces exceptions rentre seule dans notre sujet.

« Sont exceptées : 1° Les dispositions rémunératoires faites à titre particulier eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus. »

Pour déterminer la portée de ce texte, il convient de se rappeler qu'en matière exceptionnelle on doit s'en tenir aux termes mêmes de la loi.

Or la loi exige : 1° que les dispositions soient rémunératoires ; 2° qu'elles soient faites à titre particulier ; 3° qu'elles puissent être considérées comme rémunératoires eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus.

D'abord, il est de toute nécessité que les dispositions soient rémunératoires. Un arrêt de la Cour de Montpellier du 19 mai 1813 avait pensé que le caractère rémunératoire de la donation devait être exprimé dans l'acte qui la contenait (1), mais cette décision est demeurée isolée. La loi

1. Montpellier, 19 mai 1813. Hébrard, S. chr.

n'impose aucune condition de cette nature; on ne peut exiger l'accomplissement d'une formalité non prescrite. Aussi la jurisprudence a-t-elle admis avec raison que les dispositions peuvent être rémunératoires bien que leur auteur ne les ait point expressément qualifiées ainsi. La Cour de cassation, le 10 décembre 1851, l'a très nettement reconnu: « Attendu, dit-elle, qu'il a été constaté en fait par l'arrêt attaqué qu'en faisant remise au D^r Mermet des sommes dont elle était créancière, la demoiselle Flandrin a voulu lui témoigner sa reconnaissance, ce qui suffisait pour faire considérer cette disposition comme rémunératoire (1). » Dans le même sens le tribunal de Castelsarrasin a jugé, le 21 février 1863, que le legs fait à un médecin dans la personne de ses enfants, et ayant tous les caractères d'un legs rémunératoire, doit être maintenu, bien que l'énonciation de ce caractère ne se trouve pas dans le texte du testament (2).

Mais il va sans dire qu'il est indispensable que le caractère rémunératoire résulte des dispositions contenues dans l'acte de libéralité. La Cour de cassation l'a d'ailleurs proclamé dans un arrêt du 21 mars 1870 aux termes

1. Cassation, 10 décembre 1851. S. 1852. 1. 41.

Voir dans Sirey, *loc. cit.*, le jugement du tribunal de Lyon du 9 avril 1849 et l'arrêt de la Cour de Lyon du 18 mai 1850 rendus dans le même sens. La Cour suprême a rejeté, dans les termes indiqués au texte, le pourvoi formé contre l'arrêt de Lyon.

2. Tribunal Castelsarrasin, 21 février 1863. S. 1863. 2. 25, en note.

duquel le double caractère de legs à titre particulier et de legs rémunératoire, exigé par l'article 909 pour que la disposition faite par une personne à son médecin pendant sa dernière maladie, soit exceptionnellement valable, doit ressortir du testament même (1). Cet arrêt ajoute d'ailleurs qu'il n'appartient pas au juge de se substituer au testateur et de transformer, par une réduction arbitraire, un legs universel en un legs à titre particulier.

Nous arrivons ainsi à la seconde condition exigée par la loi pour que les dispositions rémunératoires puissent être validées. Il faut qu'elles soient faites à titre particulier. Les donations faites à titre universel restent sous l'empire de la règle prohibitive; elles sont nulles et non pas seulement réductibles. Réduire une donation universelle, ce serait purement et simplement la dénaturer (2).

Enfin il faut que la disposition puisse être considérée comme rémunératoire eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus. En cas de contestation, il y a là une question de fait à résoudre par les tribunaux. Du reste, la donation peut dépasser le montant des honoraires dus au médecin; il est à peine besoin de le faire remarquer, puisque la loi autorise les donations rémunératoires et qu'il n'y aurait pas donation, mais bien paiement si le

1. Cassation, 21 mars 1870. S. 1870. 1. 233.

2. Paris, 10 juin 1869 sous Cassation, 21 mars 1870, précité.

— Grenoble, 6 février 1830. S. 1831. 2. 186. — Dalloz, *Répertoire*, V^o Disposition, n^o 383.

médecin ne recevait qu'une somme égale au montant de ses honoraires. C'est cette même considération qui admet à valider les libéralités faites au ministre du culte, bien que ces derniers n'aient pas droit à des honoraires pour les secours qu'ils apportent aux malades (1).

Si la donation rémunératoire dépassait les facultés du disposant ou les services rendus, elle ne serait pas nulle, mais seulement réductible à sa juste mesure. En 1838, la demoiselle Dorson avait fait devant notaire un testament par lequel elle avait légué au sieur Sentex, chirurgien, avec réversibilité en faveur de ses deux enfants, une rente annuelle et viagère de 300 francs, « expliquant, portait l'acte, qu'elle avait fait ce legs à titre rémunératoire, pour reconnaître les services que ces messieurs n'avaient cessé de lui rendre ». Après le décès de la testatrice, les légataires universelles, Laurenceau et Brassier, demandèrent la nullité de ce legs. Le tribunal d'Orléans, considérant, dans son jugement du 1^{er} juillet 1839, que la disposition au profit des sieurs Sentex n'avait rien d'exagéré relativement à la fortune laissée par la testatrice, ordonna l'exécution du legs (2). Sur appel des légataires universelles la Cour d'Orléans rendit un arrêt infirmatif (3). « Considérant, dit-elle, que les dispositions rémunératoires faites à Sentex et à ses fils, excèdent évidemment les services rendus, la

1. Grenoble, 14 avril 1806, sous cass., 18 mars 1807. S. chr.

2. Tribunal Orléans, 1^{er} juillet 1839. S. 1844. 1. 710.

3. Orléans, 20 août 1839. S. 1844. 1. 710.

Cour annule la rente viagère. » Mais la Cour d'Orléans ne s'en tint pas là. Elle ajouta : « Et néanmoins, attendu que les légataires universelles ont offert, à titre d'honoraires, la somme de 300 francs pour soins donnés comme médecin » les condamne à payer cette somme à Sentex père, sauf règlement par celui-ci, s'il croit devoir le provoquer. » La Cour, loin de réduire à sa juste mesure une disposition rémunératoire, ne faisait qu'ordonner le paiement des honoraires dus à Sentex, lequel n'était que l'acquit d'une dette pour laquelle il aurait eu une action en justice. Aussi est-ce avec raison que cet arrêt fut cassé par la Cour suprême le 13 août 1844 :

« Attendu, dit celle-ci, que l'arrêt attaqué ne pouvait prononcer d'une manière absolue la nullité d'une disposition rémunératoire que la loi autorise eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus ; qu'en décidant que Sentex père était incapable de rien recevoir de la demoiselle Dorson à titre gratuit, et en se bornant à condamner les légataires universelles au paiement de la créance de Sentex père pour soins donnés comme médecin, au lieu de consacrer dans une juste proportion la disposition qu'il reconnaissait avoir été faite à titre rémunératoire, l'arrêt attaqué a violé l'article 909 du Code civil(1). » Par cet arrêt, la Cour de cassation reconnaît implicite-

1. Cassation, 13 août 1844. S. 1844. 1. 710. — Dalloz, *Répertoire* V^o Disposition, n^o 373.

ment le droit pour les tribunaux de réduire à leur juste mesure les donations rémunératoires.

Un dernier point est à régler. Le médecin auquel une donation rémunératoire a été faite, peut-il réclamer ses honoraires outre le montant de la libéralité ? En principe, il faut répondre négativement. Car la donation rémunératoire est considérée comme contenant le paiement de ce qui est dû au donataire, plus une gratification (1). A cette solution on ne pourrait objecter l'article 1023 du Code civil, d'après lequel « le legs fait au créancier n'est pas censé en compensation de sa créance ». Ce texte ne peut être appliqué aux donations rémunératoires. En effet, la qualification même de rémunération que l'article 909 donne aux dispositions dont il s'agit prouve qu'il les considère comme ayant pour but, au moins en partie, de récompenser des services. Cependant il pourrait résulter des circonstances que le disposant ait eu l'intention de permettre au gratifié de réclamer, en outre de la libéralité, le prix de ses services, en ce cas, la volonté du disposant devrait être respectée (2).

Nous avons dit que notre matière confine aussi, sur le point de la capacité, avec celle de l'institution contractuelle. L'institution contractuelle est une disposition faite par

1. Baudry-Lacantinerie et Colin, *Donations*, t. I, n° 502.

2. Aubry et Rau, t. VII, p. 32, § 449, texte et note 40. — Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.* — Demolombe, t. XVIII, n° 553.

contrat de mariage et ayant pour objet tout ou partie de l'hérédité du disposant. Le caractère distinctif de cette disposition consiste en ce que, d'une part, elle est à certains égards irrévocable et que, d'autre part, elle ne porte cependant que sur des biens à venir et se trouve subordonnée à la survie du gratifié. Ainsi l'institution contractuelle diffère à la fois de la donation entre vifs, du legs et de l'ancienne donation à cause de mort.

L'instituant conserve, jusqu'au moment de son décès, la propriété de tous les biens qu'ils possédait lors de l'institution et de ceux qu'il acquiert par la suite. Cependant l'exercice du droit de propriété de l'instituant est restreint par l'institution contractuelle en ce sens qu'elle enlève toute efficacité, au regard de l'institué, aux dispositions ultérieures à titre gratuit dont l'exécution anéantirait ou réduirait les droits de succession qui lui ont été irrévocablement conférés.

L'instituant conserve intact le droit de disposer à titre onéreux ; mais il ne peut plus faire de dispositions gratuites.

L'article 1083 dispose ainsi : « La donation, dans la forme portée au précédent article, sera irrévocable en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer à titre gratuit des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, *à titre de récompense*, ou autrement. »

Les derniers mots du texte accordent au disposant le

droit de faire de menues libéralités soit à titre rémunérateur, soit pour œuvres pies, soit comme cadeaux ou présents d'usage. Pour être exceptionnellement valable, il n'est pas nécessaire que la libéralité soit rémunérateur ; la loi n'exige que la modicité du don, et elle donne en exemple les donations rémunératoires.

Les dispositions rémunératoires seront donc valables, dans les termes de l'article 1083, pourvu qu'elles soient modiques. C'est au juge du fait qu'il appartient d'apprécier souverainement si une donation faite au préjudice d'une institution contractuelle est ou non modique. La fortune de l'instituant, le nombre de ses enfants, l'importance de l'institution contractuelle comparée à celle de la nouvelle libéralité seraient autant d'éléments d'appréciation (1). Bien entendu, l'institution contractuelle prive le donateur de la faculté de disposer à titre universel. Le juge ne pourrait pas réduire une donation universelle à une somme modique ; une telle donation serait nulle.

L'institué devra respecter les dispositions modiques faites par l'instituant, notamment à titre rémunérateur ; il devra les exécuter, soit seul, s'il recueille toute la succession, soit proportionnellement à sa part, s'il recueille seulement une quote-part de la succession (2).

1 Riom, 15 novembre 1819. S. chr. — Paris, 23 août 1811. S. chr. — Riom, 4 août 1820. S. chr. — Bruxelles, 10 juillet 1867. *Pasicrisie*, 1867. 2. 320.

2. Cassation, 11 novembre 1857. S. 1858. 1. 137. — Bruxelles, 10 juillet 1867, précité.

CHAPITRE III

RÈGLES RELATIVES A LA FORME

La donation est un contrat solennel. La loi exige pour sa validité l'accomplissement de trois formalités : la rédaction d'un acte notarié, l'acceptation expresse du donataire, la rédaction d'un état estimatif pour les donations de meubles.

Il nous faut étudier l'application de ces règles aux dispositions rémunératoires.

Deux questions s'offrent à notre attention :

En premier lieu, dans quels cas les dispositions dont il s'agit sont-elles soumises aux formalités des donations ?

En second lieu, quelle est la sanction de l'inobservation des formes, c'est-à-dire quels sont les effets de la nullité qui en résulte ?

SECTION PREMIÈRE

CAS DANS LESQUELS LES DISPOSITIONS RÉMUNÉRATOIRES SONT SOUMISES AUX FORMES DES DONATIONS

Il convient d'examiner distinctement les trois situations que nous connaissons déjà.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE

Les services ne sont pas appréciables en argent

Lorsque les services rendus ne sont pas appréciables en argent et ne peuvent donner lieu à aucune action en justice pour en obtenir le paiement, la récompense accordée au donataire constitue une véritable donation. Elle est donc soumise aux règles ordinaires des donations. L'article 931 est conçu dans les termes les plus généraux : « Tous actes portant donation entre vifs doivent être passés devant notaires ». Il n'y a aucune raison pour soustraire à cette règle les donations faites à titre rémunératoire. Là, comme ailleurs, le donateur et ses héritiers ont besoin d'être protégés contre des libéralités trop peu réfléchies. Au surplus l'authenticité sert à assurer l'irrévocabilité des donations, principe applicable, ainsi que nous le verrons, aux dispositions dont nous nous occupons.

Sans doute, il peut y avoir difficulté sur le point de savoir si une disposition constitue ou non une libéralité, c'est-à-dire l'accomplissement d'un pur devoir moral, ou, au contraire, l'exécution d'une obligation civile ou naturelle préexistante, mais, une fois ce point tranché par les juges du fait, lorsque ceux-ci estiment qu'ils sont en présence d'une donation, ils ne peuvent reconnaître l'acte comme valable que s'il a été passé par acte authentique.

C'est ce qui a été très clairement décidé par la Cour de cassation, le 7 janvier 1862, dans l'espèce suivante : (1)

« Jean Fortmann avait souscrit, en 1840, en présence de deux témoins, au profit de l'enfant Jacques Schauer, un acte sous seing privé par lequel il déclarait que cet enfant aurait le droit de prendre sur sa succession une somme de 800 francs nette et franche de tous droits. Il ajoutait que cette disposition était fondée sur les services rendus par la mère de Jacques Schauer. Fortmann étant décédé en 1844, le tuteur de Jacques Schauer actionna les héritiers Fortmann en paiement de la somme stipulée dans l'acte en question. »

Un jugement du tribunal civil de Saverne, du 28 décembre 1860, déclara cet acte nul. Le tribunal constate qu'il résulte clairement du contexte de l'acte que Jean Fortmann entendait faire une pure libéralité ayant pour objet la constatation d'une créance de 800 francs au profit du donataire. Envisagé sous ce point de vue, dit le jugement, le dit

1. D, 1862.1.188.

acte ne saurait être considéré comme valable puisqu'aux termes des articles 931 et suivants, il faut que la donation et son acceptation aient eu lieu en termes exprès et soient constatés par un acte notarié à peine de nullité.

Le demandeur soutenait que l'acte litigieux renfermait une donation déguisée.

Le tribunal fait justice de ce moyen dans les termes suivants :

« Attendu qu'il est constant qu'une donation déguisée, une libéralité, faite sous le voile d'un contrat onéreux, ne saurait être assujettie aux formalités prescrites par les articles 931 et suivants ; mais qu'il est nécessaire, toutefois, qu'un pareil acte contienne la forme voulue pour la constitution du contrat sous l'apparence duquel il se trouve déguisé ; qu'ainsi il est admis qu'une donation déguisée est parfaitement valable du moment que, dans l'écrit, le donateur allègue une cause quelconque pour se reconnaître le débiteur d'une certaine somme, mais que ces principes ne sauraient recevoir leur application dans l'espèce, puisque l'engagement contracté par Jean Fortmann dans l'acte mentionné ne déguise qu'une véritable libéralité, soit une donation qui ne devenait dès lors valable que moyennant l'accomplissement des formalités exigées par la loi. »

Le demandeur soutenait en outre que l'acte en question constituait le paiement licite d'une obligation naturelle.

Le tribunal apprécie le mérite de ce moyen :

« Attendu, en droit, que si, par obligation naturelle, on doit entendre celle qui est basée uniquement sur le devoir

de la conscience, il est certain qu'un engagement pareil peut servir à une obligation civile dont la validité en ce qui concerne sa forme et sa cause, doit être appréciée d'après les principes qui règlent en général les conventions ; qu'ainsi on peut parfaitement admettre que l'obligation de fournir des aliments à un enfant est valable en la forme et au fond lorsqu'il est légalement prouvé que l'individu qui a pris cet engagement est le père de l'enfant ; que c'est là une obligation morale, une dette de conscience, à laquelle on ne saurait se soustraire ; mais que ces principes ne peuvent trouver leur application dans l'espèce, puisque la reconnaissance de l'enfant naturel de la demoiselle Schauer par Jean Fortmann n'a été faite dans aucun acte authentique ; qu'en outre cette filiation naturelle n'est pas même prouvée par l'acte de 1840.

» Attendu, continue le jugement, que vainement le demandeur viendrait-il contester l'absence de cause, en se fondant sur la déclaration de Fortmann qui, dans l'écrit invoqué, aurait allégué pour motifs de l'obligation les services à lui rendus par Madeleine Schauer ; que, si ce fait était prouvé, il aurait pour effet de convertir la libéralité en donation rémunératoire, mais qu'envisagée sous ce rapport, celle-ci serait encore nulle en la forme comme au fond ; qu'en effet s'il est admis par la doctrine et la jurisprudence que la donation rémunératoire se trouve dispensée des formalités exigées pour les donations ordinaires. C'en est que lorsque celle-ci a pour objet une dation

en paiement pour des services appréciables à prix d'agent et clairement énoncés. Dans ce cas; alors, la donation peut être considérée comme un véritable contrat à titre onéreux ou un échange, plutôt qu'une libéralité ; mais que, dans l'espèce, ces circonstances ne se rencontrent pas ; que l'engagement contracté par Fortmann n'a pour cause qu'un sentiment de reconnaissance, une dette de conscience, exigeant, dès lors, pour sa validité, l'accomplissement des formalités prescrites pour les donations ordinaires ».

Le tuteur de Jacques Schauer dirigea un pourvoi en cassation contre cette décision.

Mais la Cour suprême, dans son arrêt du 7 janvier 1862, rejeta le pourvoi et confirma pleinement la manière de voir du tribunal (1). L'acte souscrit par Fortmann n'a pas emprunté la forme d'un contrat à titre onéreux ; d'autre part les donations rémunératoires ne sont dispensées de solennité que lorsqu'elles présentent le caractère d'une dation en paiement qui constitue le véritable contrat onéreux. La Cour de cassation ajoute d'ailleurs que l'appréciation des juges du fond sur le caractère rémunératoire de la donation lie la Cour suprême et ne saurait être soumise à sa révision. Or, dans l'espèce, le jugement constatait formellement que la donation n'avait pas pour objet une dation en paiement pour des services appréciables en argent, mais que l'engagement contracté par Fortmann n'avait pour cause qu'un sentiment de reconnaissance.

1. D. 1862.1. 189.

Une donation rémunératoire, lorsqu'elle mérite vraiment cette qualification, doit donc être faite par acte notarié. Les autres formalités requises pour la validité des donations doivent également être accomplies en ce qui les concerne. L'acceptation doit avoir lieu par acte authentique, soit que les deux parties donnent en même temps leurs signatures devant les notaires, soit que le donataire accepte par acte séparé (art. 932) ; l'acceptation intervenue par acte postérieur doit être notifiée au donateur. De même l'article 948 doit être obéi en notre matière et, lorsque la donation rémunératoire porte sur des meubles, il doit être dressé un état estimatif des meubles donnés.

Cette application pure et simple des principes généraux ne mérite pas de retenir plus longtemps notre attention.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE

La valeur des services est égale à la valeur de la récompense

Supposons maintenant que les services soient appréciables en argent et puissent donner lieu à une action en justice, et que la valeur de ces services soit égale au montant de la disposition rémunératoire. Nous sommes en présence d'une simple dation en paiement. Ce sont donc les règles des contrats onéreux, et non celles des dona-

tions, qu'il convient d'appliquer. Une telle disposition n'est pas soumise aux formes des libéralités.

Un certain nombre d'arrêts ont jugé en effet que, dans le cas d'équivalence qui nous occupe, la disposition rémunératoire peut valablement être faite sous signature privée causée « pour récompense de services rendus » (1).

La question s'est présentée notamment en 1883 devant la Cour de Riom dans une espèce assez compliquée, mais où la disposition rémunératoire a été nettement considérée comme une dation en paiement.

Charles Desrosiers, légataire universel d'Athanase Desrosiers, était débiteur en cette qualité d'un legs de 8.000 francs fait aux époux Bertout par le même acte testamentaire. Postérieurement à l'ouverture de la succession, il consentit et remit aux époux Bertout un acte sous seing privé ainsi conçu : « En considération des services qu'Eugène Bertout a rendus à M. Desrosiers pendant sa maladie. je lui ai promis de changer le legs de 8,000 francs, que lui a fait mon parent, en une rente de 1.500 francs reversible sur la tête de sa femme ; je la lui paierai par trimestre, me réservant toutefois, quand je le jugerai à propos, d'affecter un capital à un achat de rente ou d'effectuer toute autre combinaison pour le service de

1. Bordeaux, 7 juin 1841, *Journ. du Palais*, 41, 2.580. — Caen, 19 mai 1841. S. 1842.2.11 ; Douai, 27 juillet 1847. S. 1849.2.23 ; Gand 10 décembre 1874, *Pasicrisie*, 1875.2.173 ; Lyon, 7 mai 1890, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 24 septembre 1890.

la pension que je consens à lui faire. Les époux Bertaut acceptèrent cette promesse en renonçant à leur legs de 8.000 francs.

Charles Desrosiers ayant refusé de tenir ses engagements, la Cour de Riom, dans son arrêt du 12 décembre 1883, statua de la manière suivante (1) :

« La promesse unilatérale de Charles Desrosiers est devenue un contrat synallagmatique par l'acceptation ultérieure des époux Bertout. Il s'est produit une véritable novation, dans les termes de l'article 1271, § 1, de la dette de Desrosiers envers les époux Bertout ; à la place du capital à eux légué ceux-ci ont consenti à n'avoir droit désormais qu'au paiement des arrérages d'une rente. La rente viagère n'a pas été constituée à titre purement gratuit, puisqu'elle ne s'est trouvée consentie que moyennant l'abandon par les époux Bertout d'un capital de 8.000 fr.

» Alors même, dit l'arrêt, que la considération des services qu'Eugène Bertout avait rendus à M. Athanase Desrosiers, pendant sa longue maladie, et qui sont clairement énoncés audit acte, a été, dans une certaine mesure, la cause déterminante de l'engagement pris par M. Charles Desrosiers, cette circonstance n'est pas de nature à entacher de nullité l'acte dont il s'agit ; en effet, il est de doctrine et de jurisprudence que la donation rémunératoire est dispensée des formes prescrites pour les donations entre

1. Riom, 12 décembre 1883. D. 1885. 2. 401.

vifs, lorsque, comme dans l'espèce, eu égard à l'importance de l'hérédité dévolue à Charles Desrosiers et à la valeur des services reconnus et appréciés par Charles Desrosiers lui-même, *cette donation ne présente plus que le caractère d'une véritable dation en paiement*, ou quoi que soit, la reconnaissance et l'exécution d'une obligation naturelle pesant sur Charles Desrosiers ; une donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux entre personnes capables de donner et de recevoir est parfaitement valable en droit. »

Par ces motifs la Cour dit que l'acte sous seing privé dont il s'agit produira son plein et entier effet.

Dans une autre hypothèse d'équivalence entre des services rendus et le montant de la rémunération, la Cour de Douai a de même jugé que la donation d'une créance faite à titre rémunératoire n'est pas sujette aux formalités des donations (1). La question ne se serait pas présentée s'il s'était agi d'une remise de dette à laquelle ne s'applique pas la règle de l'authenticité ; mais il s'agissait d'une cession de créance consentie dans un acte qualifié donation.

TROISIÈME HYPOTHÈSE

La valeur de la récompense dépasse celle des services

La difficulté apparaît lorsque, les services étant appré-

1. Douai, 4 avril 1843. S. 1843. 2. 483.

ciables en argent, la donation excède la somme que le donataire aurait le droit de réclamer en justice pour les services qu'il a rendus.

Certaines distinctions ont été proposées en doctrine.

Une opinion (1) a soutenu que la disposition rémunératoire n'est soumise aux formalités des donations que si la valeur de la chose donnée dépasse d'une manière notable la dette susceptible d'être réclamée en justice.

Suivant une autre opinion, défendue par Demolombe (2), la disposition dont il s'agit serait exempte des règles de forme des libéralités lorsque l'excédent de valeur des objets donnés sur les services rendus est seulement de la moitié environ, un peu plus ou un peu moins ; au delà de cette moitié, les règles des libéralités reprendraient leur empire.

Ces estimations sont purement arbitraires. Au point de vue de la forme, il n'est pas possible de scinder l'acte, de le considérer en partie comme une donation, en partie comme une convention à titre onéreux. Or, dès l'instant qu'un acte renferme une libéralité, il est soumis aux formes des donations. Pour qu'une donation, quel que soit son caractère, fût exempte de l'observation des formes légales, il faudrait qu'un texte en eût ainsi décidé. En ce qui concerne les donations rémunératoires, non seulement

1. Toullier, t. V, n° 186.

2. Demolombe, t. XX, n° 50.

aucun texte ne fait exception à la règle de la solennité, mais l'article 909 fournit même un solide argument en faveur de notre manière de voir. Cet article permet aux malades de faire exceptionnellement et sous certaines conditions, des donations rémunératoires à leur médecin. De toute évidence, la loi suppose que la valeur de la disposition est supérieure à la valeur pécuniaire des services ; une telle libéralité, dans la mesure indiquée, se trouve exceptée de la prohibition qui forme la règle ; par conséquent elle était comprise dans la règle et elle est bien une donation ordinaire soumise aux formes des donations (1).

La vérité est donc que les donations rémunératoires ne sont dispensées des formes édictées pour les donations que lorsqu'elles cessent d'être des libéralités, c'est-à-dire lorsqu'elles présentent le caractère d'une dation en paiement constitutive d'une véritable convention onéreuse. Dès que la disposition rémunératoire contient une libéralité, et c'est ce qui arrive quand la valeur des biens donnés dépasse celle des services rendus, les formalités requises pour la validité des donations doivent être observées. La donation est un contrat solennel.

La solennité de la donation rémunératoire ne cesserait d'être exigée que si celle-ci s'effectuait d'une manière qui, en général, soustrait les libéralités à la règle de l'authenticité. Ainsi en serait-il d'un don manuel fait à titre rému-

1. Voir Laurent, t. XII, n° 334.

nérateiro ; un malade, par exemple, pourrait donner par simple tradition à ses domestiques ou à d'autres personnes, pour les récompenser de leurs bons soins et de leurs prévenances, certains objets qu'il désignerait (1).

Ainsi en serait-il encore d'une donation rémunératoire faite sous le voile d'un contrat à titre onéreux ; le donateur pourrait, par exemple, revêtir sa libéralité de l'apparence d'une vente ou donner une somme d'argent sous forme de reconnaissance de dette. Si l'objet mobilier donné par tradition, si l'immeuble donné sous le voile d'une vente, avaient une valeur plus grande que les services rendus, ou bien si la dette reconnue offrait une pareille inégalité avec ces services, la donation n'en serait pas moins valable.

Mais, à part ces exceptions, qui rentrent dans les termes du droit commun, les dispositions rémunératoires dont nous nous occupons sont soumises à la règle de la solennité. C'est ce qu'a décidé le tribunal de la Seine, le 20 mars 1890 (2).

M^{me} Nouton s'était obligée, par acte sous seing privé, à servir à la demoiselle Roche, son ancienne domestique, une

1. Mais il ne pourrait pas se réserver de les reprendre en cas de retour à la santé. Cette disposition serait, non une donation entre vifs sous forme de don manuel, mais une donation à cause de mort qui demeurerait sans effet. — Toulouse, 11 juin 1852. S. 52. 2. 511. — Bordeaux, 8 août 1853. S. 1853. 2. 641. — Aubry et Rau, t. VII, p. 81.

2. Pandectes françaises, 1890. 2. 249 et 250.

pension annuelle de 300 francs. Pendant quelque temps elle a tenu son engagement, puis, ayant cessé de payer, elle fut assignée devant le tribunal.

Le jugement estima que l'engagement de M^{me} Nouton n'avait pour cause qu'un motif de libéralité : « attendu, dit-il, que la fille Roche avait toujours été régulièrement et largement rémunérée de ses services comme domestique, et qu'agée seulement de quarante-deux ans lors de son départ de chez ses maîtres, ayant encore son père et sa mère, d'une santé relativement bonne, le service d'une pension de 300 francs ne s'expliquait que par l'affection qu'elle avait su inspirer à la dame Nouton et à ses enfants et par le désir de lui en donner une preuve matérielle. »

Le tribunal conclut que s'agissant d'une donation rémunératoire faite uniquement à titre de libéralité, la défenderesse est en droit de se prévaloir de l'inaccomplissement des formes prescrites par la loi pour les donations ; que, par suite, l'engagement de la dame Nouton, ne résultant que d'un acte sous seing privé et n'ayant pas le caractère d'une dation en paiement, la nullité de la donation s'impose.

Cette solution était parfaitement juste, puisque le tribunal constatait qu'il y avait supériorité de la valeur de la disposition sur celle des services.

Nous avons dit que les dispositions rémunératoires, quand elles sont onéreuses pour partie et gratuites pour le reste, sont cependant indivisibles en ce qui concerne

les règles de forme. Quand il s'agit de savoir si un acte doit ou non être revêtu de la forme solennelle, celui ci ne peut être décomposé. On ne pourrait sérieusement penser à déclarer l'acte valable, malgré l'absence de solennité, dans la proportion où il constitue le paiement d'une obligation préexistante. Cette solution serait très dangereuse parce qu'elle conduirait à éluder complètement la règle de l'authenticité. On alléguerait, dans des actes de donations faits sous signatures privées, de prétendus services ; on serait ainsi sûr que la disposition vaudrait au moins en partie. Cette mention de services imaginaires deviendrait de style. D'ailleurs les juges ont à statuer en considérant l'acte tel qu'il est, dans toute sa portée et son étendue, à le déclarer valable ou non d'après son contenu et d'après les circonstances, mais nul principe et nul texte ne sauraient leur faire attribuer un pouvoir de réduction.

Une vieille décision judiciaire semble avoir admis ce pouvoir. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 7 juin 1841 a jugé que dans le cas où la récompense accordée serait notablement supérieure à la valeur des services rendus, les tribunaux pourraient la réduire à la valeur de ces services, si l'acte n'avait pas été revêtu des formalités exigées pour les donations (1).

« Attendu, dit cet arrêt, que l'acte sous seing privé du 8 mai 1836, ne contient point une donation pure et simple

1. D. 1841. 2. 216.

et que, par sa nature, il ne peut être assujetti aux formalités exigées pour la validité des donations ; attendu que si l'appelante paraît avoir été payée de la presque totalité de ses gages, ses salaires, relatifs aux services ordinaires d'une domestique, n'étaient pas suffisants pour les soins importants et méritoires qu'elle avait pris de ses maîtres pendant plusieurs années et qui étaient nécessités par de fâcheuses maladies ; attendu qu'il y avait là la cause d'une obligation naturelle qui a pu devenir l'objet d'une légitime récompense, et que, sous ce rapport l'acte du 8 mai 1836 est juste au fond et régulier dans la forme ; mais que, pour arriver à ce résultat, il faut réduire ce qu'il y a d'exagéré dans la récompense accordée .. »

Cet arrêt ne peut échapper à la critique. En effet, de deux choses l'une : ou bien les services étaient estimables en argent, et alors il y avait plus qu'obligation naturelle, il y avait dette civile ; ou bien, la récompense dépassait la valeur pécuniaire des services et alors l'acte était une libéralité soumise, par suite, à la règle de la solennité. Mais, que ce fût une dette ou une libéralité, les juges n'avaient en aucun cas le droit de réduction (1).

1. Laurent, t. XII, n° 337.

SECTION II

SANCTION DE L'INOBSERVATION DES FORMES

Les dispositions rémunératoires sont soumises aux règles de forme des donations quand elles constituent des libéralités. Au surplus, un acte juridique étant indivisible au point de vue de la forme, les dispositions rémunératoires doivent être traitées à cet égard comme des donations lorsque la récompense dépasse la valeur des services rendus.

Supposons donc qu'une donation rémunératoire ait été faite sans l'accomplissement des formalités requises. Il nous reste à préciser quelle sera la sanction d'une semblable situation.

Il n'y a aucune difficulté si la disposition présente en totalité le caractère d'une donation. En l'absence des formalités requises, l'acte est complètement inefficace. Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices essentiels d'une telle disposition ; nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale (art. 1339). Toutefois la nullité change de caractère à la mort du donateur ; d'absolue elle devient relative en ce sens qu'il appartient aux héritiers du donateur de ratifier la donation (art. 1340). Il suffit de rappeler ici les principes généraux des donations.

Mais que convient-il de décider lorsque la disposition rémunératoire n'offre que partiellement le caractère d'une libéralité? De ce que l'acte est indivisible en ce qui concerne la forme et doit être revêtu des formalités, il ne résulte pas qu'il tombe entièrement par suite de l'inobservation des formes. Les deux questions sont distinctes.

On peut très bien concevoir, en pareil cas, que la disposition soit nulle pour la partie des biens donnés qui constitue une libéralité, qu'elle soit au contraire valable, jusqu'à concurrence de la valeur des services rendus. Cette solution semble logique. Quand il s'agit de savoir si un acte doit être ou non passé devant notaire, une seule réponse, soit affirmative, soit négative (et nous avons vu qu'en notre matière elle est affirmative) peut être fournie. Un même acte ne peut pas être partiellement solennel, partiellement contractuel. Mais il est très facile d'imaginer un acte contenant une disposition de 50.000 francs, valable sans solennité jusqu'à concurrence de 25.000 francs, c'est-à-dire dans la mesure où il constitue l'acquittement d'une obligation, nul au contraire pour l'autre moitié, en raison du défaut de solennité, parce qu'il constitue dans cette mesure une véritable donation.

Cette manière de voir a été acceptée par la jurisprudence. Nous avons déjà cité un arrêt de la Cour de Bordeaux du 7 juin 1841 qui, placé en présence d'une disposition excédant la valeur des services et faite par acte sous seing privé, l'a déclarée néanmoins valable en la

réduisant dans la proportion des services rendus (1). Nous avons critiqué cette décision et dénié aux juges le droit de réduction. L'acte eut dû être considéré comme nul, parce que, contenant une libéralité, il n'avait pas été accompli en la forme solennelle ; mais il n'aurait dû être regardé comme nul que dans la mesure où la disposition excédait les services. Cet arrêt n'a donc pas vraiment consacré la théorie précédente. Au contraire la Cour de Toulouse, le 28 décembre 1892, s'est formellement ralliée à elle en décidant que la donation faite par un maître à son domestique d'une somme déterminée, en récompense de ses services et par acte sous signature privée, est nulle pour la portion de la somme donnée qui a le caractère d'une libéralité ; mais que l'engagement doit être validé jusqu'à concurrence de la valeur des services rendus (2). C'était bien là reconnaître que l'indivisibilité de l'acte n'existe qu'au point de vue de l'application des règles de forme, mais que cette indivisibilité ne s'impose nullement quant à la sanction de ces mêmes règles.

Une autre opinion (3) a soutenu que la disposition rémunératoire d'une valeur supérieure aux services rendus est nulle pour le tout si elle n'a pas été revêtue des formes prescrites pour les donations. Le donataire, dans cette conception, aurait donc simplement le droit de prouver,

1. D. 1841. 2. 216.

2. S. 1893. 2. 209.

3. Laurent, t. XII, n° 337.

sans se prévaloir de l'acte de donation nul, qu'il a rendu des services au donateur, afin d'en obtenir la rémunération. Cette théorie invoque d'abord l'indivisibilité de l'acte, mais nous avons déjà répondu à cet argument en fixant le sens exact et les limites de cette notion. Or celle-ci est loin de s'imposer dans le domaine de la sanction des règles de forme ; elle n'apparaît comme une nécessité qu'en ce qui concerne l'application même de ces règles.

En second lieu, l'opinion que nous combattons fait valoir un argument d'analogie tiré de la comparaison des donations rémunératoires et des donations onéreuses. Celles-ci offrent aussi un caractère mixte lorsque la valeur des données dépasse les charges : elles sont mélangées de contrats onéreux jusqu'à concurrence du montant des charges. Or, on décide généralement que ces donations sont nulles entièrement, si les formalités des articles 931 et suivants n'ont pas été observées (1). Ne doit-il pas en être de même, dit-on, pour les dispositions rémunératoires ?

La réponse à cet argument n'est pas bien difficile. D'abord on peut contester qu'en l'absence de solennité les donations avec charges dont il s'agit soient nulles pour le tout. La considération de l'indivisibilité de l'acte n'a pas plus de valeur, ici, en ce qui les concerne qu'en ce qui touche les dispositions rémunératoires auxquelles on les compare.

1. Tribunal Grenoble, 14 juillet 1836. S. 1839. 2. 359. — Tribunal Seine, 19 mai 1890, *la Loi*, 3 août 1890. — Laurent, t. XII, nos 340 et 341. — Aubry et Rau, t. VII, p. 378, § 701.

Quant à l'article 945, dont on fait état en la matière, il n'a pas la portée qu'on lui attribue. Ce texte exige que la nature et l'étendue des charges soient indiquées dans l'acte authentique de donation. Mais cela ne veut nullement dire, ni expressément, ni implicitement, que la donation onéreuse sera nulle pour le tout si elle n'a pas été passée par acte authentique; ce texte a seulement pour but de faire préciser par les parties les charges mises à la donation afin qu'il n'y ait pas de difficulté à savoir quand il y aura inexécution de ces charges et révocation possible.

D'autre part, alors même que l'article 945 aurait la portée qu'on veut lui attribuer, il ne serait pas applicable aux donations rémunératoires dont il ne parle pas.

L'analogie invoquée ne se soutient donc pas. Observons enfin qu'au point de vue pratique le système que nous avons soutenu est plus simple. En présence d'une disposition rémunératoire mixte, nous disons en effet que, s'il n'y a pas eu observation des règles de forme, l'acte ne sera nul que pour la partie des biens qui constitue une libéralité. Le juge n'aura par suite qu'à prononcer cette nullité partielle et celui qui a rendu des services bénéficiera, *ipso facto*, de la portion de la disposition qui correspond à la valeur des services. Au contraire, dans le système opposé, on exige que le bénéficiaire fasse la preuve des services qu'il a rendus et on lui interdit de se servir dans ce but de l'acte de disposition. Les choses sont ainsi compliquées, et l'on entrave, sans raison, à notre avis, l'exécution de la volonté des parties.

CHAPITRE IV

RÈGLES RELATIVES AU FOND

L'application aux donations rémunératoires des règles de fond des donations ne saurait donner lieu à de grandes difficultés.

On doit, en effet, poser cette formule générale : une disposition rémunératoire est soumise aux principes qui gouvernent les donations et elle en produit les effets lorsqu'elle constitue une véritable libéralité et dans la mesure où elle présente ce caractère.

Le donataire à titre rémunératoire, quand il est vraiment donataire et dans la limite où il possède cette qualité, a tous les droits d'un donataire ordinaire. Comme propriétaire des biens donnés, il peut avoir des actions réelles. En outre, il jouit toujours d'une action personnelle contre le donateur ou ses héritiers pour obtenir l'exécution de la donation ; s'il ne peut obtenir la délivrance des biens compris dans la donation, soit parce que ceux-ci ont péri par la faute du donateur ou de ses héritiers, soit par

suite du défaut de transcription de l'acte de donation, le donataire est fondé à demander la valeur des biens dont il s'agit à titre de dommages-intérêts.

Au point de vue de l'application des règles de fond des donations, les dispositions rémunératoires ne sont nullement indivisibles. Dans la mesure où elles sont des actes à titre onéreux, rien n'empêche de leur appliquer les règles des contrats. Mais il faut les soumettre aux règles des donations dans la mesure où elles offrent ce caractère.

Nous allons étudier successivement, dans leur application aux donations rémunératoires :

1° Le rapport et la réduction ;

2° L'irrévocabilité ;

3° La garantie ;

4° La transcription. Nous préférons, en effet, rattacher la transcription aux règles de fond, parce que c'est grâce à cette formalité que le donataire d'immeubles susceptibles d'hypothèques en acquiert la propriété vis-à-vis des tiers.

RAPPORT ET RÉDUCTION

Les donations rémunératoires sont sujettes à rapport. Mais elles ne le sont, bien entendu, que jusqu'à concurrence de la libéralité qu'elles renferment, et pour ce qui excède la valeur des services rendus. De même les donations avec charges ne sont rapportables que dans les limites où

elles sont un avantage pour le gratifié, c'est-à-dire déduction faite des charges imposées.

Les donations rémunératoires sont soumises à la réduction, lorsqu'elles dépassent la quotité disponible. Conformément à la règle posée par l'article 923, elles doivent être réduites à leur date. Mais il va de soi que la prestation en récompense de services rendus ne serait nullement réductible si elle était égale aux services rendus ; lorsque la disposition rémunératoire est supérieure aux services, il ne peut être question de la réduire qu'en prenant comme point de départ du calcul le moment où elle commence à dépasser la valeur de ces services, c'est-à-dire à constituer une véritable libéralité.

En cas de donation rémunératoire faite par un époux à son conjoint, les règles spéciales à la quotité disponible entre époux seraient applicables (art. 1094). Mais en serait-il de même de la sanction établie par l'article 1099 ? Ce texte est ainsi conçu : « Les époux ne pourront se donner indirectement au delà de ce qui leur est permis. Toute donation ou déguisée ou faite à personnes interposées sera nulle. » La jurisprudence interprète cet article en scindant les deux alinéas qui le composent (1), elle décide que les libéralités indirectes, quand elles dépassent la quotité disponible, sont simplement réductibles, tandis

1. Cass., 14 avril 1886. D. 1887. 1. 169. Rennes, 7 avril 1892. D. 1892. 2. 243.

que les libéralités déguisées ou par personnes interposées sont nulles pour le tout. M. Planiol, au contraire, soutient que toute donation entre époux, faite au delà de la quotité disponible, doit être annulée, alors même qu'elle serait cachée sous la forme d'un contrat à titre onéreux ou faite en apparence à un tiers (1). Nous n'avons pas à entrer ici dans cette controverse. Mais, à supposer que l'interprétation de M. Planiol fût exacte, faudrait-il l'appliquer en matière de donations rémunératoires? Nous ne le croyons pas. Si le caractère rémunératoire de la disposition était établi, celle-ci serait simplement réductible, car le texte ne s'occupe que des donations indirectes, déguisées ou par personne interposée. Au surplus, il faudrait toujours distinguer, même dans le système dont nous parlons, ce qui, dans la disposition rémunératoire, constitue une donation et ce qui constitue un acte à titre onéreux, et il ne pourrait s'agir de nullité que dans la proportion où il y aurait libéralité.

IRRÉVOCABILITÉ

Lorsque la disposition rémunératoire correspond à des services appréciables en argent et se trouve équivalente à la valeur de ces derniers, elle n'est que l'accomplissement d'une obligation, civile ou naturelle, préexistante, c'est-à-

1. *Droit civil*, t. III, p. 783

dire qu'un pur et simple paiement. Or, le paiement est irrévocable. Ce qui a été justement payé ne peut être répété.

Quand la disposition rémunératoire est une véritable donation, elle est soumise à la règle « donner et retenir ne vaut ». Les articles 943 à 946 s'appliquent à elles comme à toutes les donations. Par suite, le disposant ne peut faire porter sa libéralité sur des biens à venir, ni donner sous une condition purement potestative ou à charge par le donataire de payer ses dettes futures, ni enfin se réserver la faculté de disposer en tout ou en partie des biens donnés.

Par application des principes généraux, la réserve d'usufruit par le disposant et la stipulation à son profit d'un retour conventionnel seront parfaitement compatibles avec l'irrévocabilité des donations rémunératoires.

De même les donations rémunératoires seront sujettes, conformément au droit commun, aux causes de révocation limitativement déterminées par l'article 953 : inexécution des charges, ingratitude du donataire, survenance d'enfant.

Passons les brièvement en revue.

Il peut se faire qu'une donation rémunératoire soit accompagnée de charges. Celui qui récompense des services non appréciables en argent, ou celui qui récompense au delà de leur valeur des services appréciables en argent, fait une véritable libéralité; le gratifié peut, en la rece-

vant, se soumettre à certaines charges ou conditions. Il y aura ainsi une donation à la fois rémunératoire et onéreuse. Aucune incompatibilité n'existe entre ces deux caractères, puisque le donataire n'avait juridiquement droit à aucune rémunération ou bien a reçu une rémunération supérieure à celle qui lui était due. Si le donataire n'exécute pas les charges imposées, le donateur aura la faculté, à son choix, ou de demander la résolution de la donation ou de poursuivre le donataire pour le faire condamner à remplir ses engagements ou au moins à lui payer une indemnité.

La donation rémunératoire est révocable pour cause de survenance d'enfant. L'article 960 le déclare expressément. Cette révocation a lieu quelle que soit la qualité du donateur. La Cour de Bruxelles avait jugé qu'une constitution de rente viagère, consentie par un maître à son ancien domestique, en reconnaissance de ses services qui ne donnaient pas lieu à une action civile, était moins une donation que le paiement d'une obligation naturelle et, par suite, n'était point sujette à la révocation pour cause de survenance d'enfants (1). Mais la Cour suprême de Bruxelles a vu dans la disposition dont il s'agit une véritable donation soumise comme telle à cette cause de révocation (2).

La révocation pour ingratitude s'étend à toutes les dona-

1. Bruxelles, 16 janvier 1812. S. chr.

2. Cour suprême, Bruxelles, 30 juin 1815. S. chr.

tions, sauf à celles qui sont faites en faveur du mariage. Les donations rémunératoires sont soumises, comme les autres, à cette cause de révocation. Plusieurs arrêts ont eu l'occasion de le reconnaître (1). On ne saurait tirer argument, en sens contraire, de l'article 960 qui déclare les dispositions dont nous nous occupons révocables pour survenance d'enfant : ce texte ne les soustrait pas, par là même implicitement, à la révocation pour cause d'ingratitude ; son unique objet est de décider que la révocation pour survenance d'enfants aura lieu de plein droit, tandis que la révocation pour ingratitude devra toujours être prononcée en justice. C'est ce qui a été fort nettement décidé par la Cour suprême, laquelle a jugé que les donations rémunératoires sont révocables pour cause d'ingratitude. Son arrêt du 17 août 1831 s'exprime ainsi :

« Attendu que l'article 953, qui autorise la révocation des donations pour inexécution des conditions, pour cause d'ingratitude et pour survenance d'enfants, est conçu en termes généraux et n'établit aucune distinction entre les donations pures et simples et les donations qualifiées rémunératoires ; attendu que dans aucun des articles qui traitent des règles à suivre pour la révocation des donations pour cause d'ingratitude on ne trouve, relativement aux donations qualifiées rémunératoires, aucune exception

1. Paris, 29 mars 1806. S. chr. — Rennes, 11 mai 1830. D. *Rép.* V^o Disposition entre vifs, n^o 1823. — Cassation, 17 août 1831. S. 1831.4. 317.

à la règle générale et absolue portée dans l'article 953 ; attendu qu'on ne saurait trouver cette exception dans les dispositions de l'article 960, qui n'est relatif qu'à la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants, et qui n'a pour objet que d'établir une distinction entre la révocation pour cause de survenance d'enfants et la révocation pour cause d'ingratitude ou d'inexécution des conditions, en ce que, aux termes de l'article 960, les donations sont révoquées de plein droit pour survenance d'enfants, tandis que, aux termes de l'article 956, la révocation pour inexécution des conditions ou pour cause d'ingratitude n'a jamais lieu de plein droit... (1). »

Auprès de ces raisons décisives, l'argumentation pour ainsi dire sentimentale de Toullier (2) pèse bien peu. Cet auteur prétendait que ce serait une espèce d'ingratitude de la part du donateur que de révoquer, pour une injure récente, une ancienne libéralité qu'il avait faite par reconnaissance. Il est facile de répondre que si le bénéficiaire d'une donation rémunératoire a attenté à la vie du donateur, s'il s'est rendu coupable envers lui de délits, sévices ou injures graves, s'il lui refuse des aliments, il ne mérite vraiment plus aucune reconnaissance ; or, ces trois sortes de faits sont précisément ceux que l'article 955 indique limitativement comme constituant des actes d'ingratitude suffisants pour faire révoquer la donation.

1. Cassation, 27 août 1831. S. 1831.1.317 .

2. Toullier, t. V, n° 186.

Une dernière observation est nécessaire. L'action en révocation d'une donation rémunératoire, pour une cause quelconque, ne peut être exercée qu'en proportion de ce qui fait véritablement l'objet de la libéralité, c'est-à-dire que déduction faite de l'estimation des services rendus par le donataire (1). Un arrêt de la Cour de Paris a jugé que la révocation des donations rémunératoires pour cause d'ingratitude doit s'entendre en ce sens seulement qu'elles doivent être réduites dans la juste proportion des services rendus au donateur (2). De même, en cas d'inexécution des conditions, il y aura lieu, lors de la résolution, de payer au donataire le prix des services rendus, si ceux-ci ne l'ont pas été déjà. Il en sera encore ainsi en cas de révocation pour survenance d'enfant.

GARANTIE

Quand les services sont appréciables en argent et qu'ils sont équivalents à la valeur des biens donnés, il n'y a pas de donation, mais bien un contrat à titre onéreux auquel sont applicables les règles ordinaires de la garantie.

C'est ce qu'a fort justement décidé un jugement du tri-

1. Pothier, *Donations entre vifs*, sect. III, art. 3, § 3. — Aubry et Rau, t. VII, p. 418, § 708. — Demolombe, t. XX, n° 584.

2. Paris, 29 mars 1806, S. chr.

bunal de Vesoul du 18 février 1828, confirmé par arrêt de la Cour de Besançon du 2 juillet 1828 :

« Considérant que, pour fonder son recours en garantie, le défendeur produit un acte authentique par lequel la demoiselle Damey lui a fait donation d'une pièce de terre en considération des soins et bons services qu'il n'avait cessé de lui rendre depuis plusieurs années ; que, quoiqu'il n'y ait pas lieu à *garantie* pour éviction de la chose donnée par donation pure et simple, il en est autrement, lorsque la donation est à titre onéreux ou rémunératoire ; qu'alors elle cesse d'être gratuite et qu'elle est en compensation des charges imposées au donataire ou des services reçus de lui (1). » Le tribunal et la Cour ont estimé que, dans l'espèce, il y avait équivalence entre la disposition et les services appréciables en argent.

A l'inverse, il n'est pas douteux que la disposition rémunératoire, lorsqu'elle constitue une véritable libéralité, n'entraîne point l'obligation de garantie. De sa nature, la donation n'oblige pas le donateur à garantie. Il n'en serait autrement que si le donateur avait formellement promis la garantie. D'ailleurs, si le donateur avait agi de mauvaise foi, sachant que les biens donnés ne lui ont jamais appartenu, il serait tenu d'indemniser le donataire des pertes par lui éprouvées ; et, si l'éviction provenait d'un fait personnel du donateur, et postérieur au moment de la

1 Vesoul, 18 février 1828 et Besançon, 2 juillet 1828. S. chr.

perfection de la donation, le donataire aurait droit à des dommages-intérêts comprenant la valeur des biens donnés au jour de l'éviction. Ces règles sont applicables aux donations rémunératoires, mais, en principe, celles-ci, non plus que les autres, ne donnent pas lieu à garantie.

Cependant, si la disposition rémunératoire est d'une valeur supérieure à celle des services rendus, le donataire ne jouit-il pas, dans la mesure de ces services, d'une véritable action en garantie? Puisqu'on peut décomposer l'opération et dire qu'elle est en partie un acte à titre onéreux, en partie une libéralité, ne peut-on pas en déduire que la disposition donne lieu à garantie dans la mesure où elle est à titre onéreux? Une question semblable se pose pour le donataire évincé, en matière de donations onéreuses, lorsque les charges imposées sont inférieures à la libéralité.

MM. Aubry et Rau (1) repoussent toute possibilité de l'action en garantie dans quelque mesure que ce soit. « Que l'on doive, disent-ils, pour déterminer le montant d'une libéralité soumise à rapport ou à réduction, défalquer de la valeur des biens donnés celle des charges imposées au donataire ou le prix des services rendus au donateur, cela est tout simple. En le faisant, on laisse à la disposition son caractère propre; mais on ne pourrait soumettre le donateur, en raison de ces charges ou services, à la garantie d'éviction, qu'en décomposant la

1. T VII, § 705, p. 399, note 6, 4^e édition.

disposition en deux actes ou contrats; l'un à titre gratuit, l'autre à titre onéreux. Or ce procédé de décomposition est contraire à ce qui, dans ces sortes de donations, se passe entre les parties, à la nature du *quod gestum*. Le donateur n'entend pas disposer à titre gratuit d'une quote-part seulement des biens, et faire du surplus l'objet d'une vente. Quant au donataire, il n'entend pas acheter une partie quelconque des biens; il accepte la donation comme telle pour la totalité des biens qui lui sont cédés. L'assimilation partielle que l'on voudrait faire entre les donations de cette espèce et la vente, pour y étendre, dans une certaine mesure, l'obligation de garantie établie par l'article 1626, doit donc être repoussée comme reposant sur une idée inexacte. »

MM. Aubry et Rau concluent que celui qui a reçu à titre rémunératoire au delà de la valeur des services par lui rendus ne peut pas même exercer l'action en garantie pour la partie de la disposition qui correspond à cette valeur; cet individu n'a, disent-ils, que le droit d'exiger le prix de ses services (1).

Théoriquement cette manière de voir nous paraît

1. Pothier, au contraire (*De la Vente*, n° 613), partant de l'idée que les donations onéreuses tiennent de la vente, enseignait qu'elles emportaient, dans cette mesure, une véritable obligation de garantie. Dans leurs précédentes éditions, MM. Aubry et Rau avaient accepté cette opinion en l'appliquant également aux donations rémunératoires; mais ils l'ont abandonnée dans leur quatrième édition et dans les éditions suivantes.

contestable. On décompose la disposition rémunératoire au point de vue du calcul de la libéralité soumise au rapport et à la réduction. Pourquoi cette décomposition cesserait-elle d'être logique lorsqu'il s'agit des règles de la garantie ? Il nous semble que cette division de la disposition en deux actes, l'un à titre onéreux, l'autre à titre gratuit, est bien conforme à ce qui se passe entre les parties. Le donateur entend d'abord payer ce qu'il doit pour les services qu'il a reçus et il veut, en outre, ajouter à ce paiement une libéralité ; d'autre part, le donataire comprend très bien qu'il reçoit au delà de ce qu'il aurait pu réclamer en justice. Le *quod gestum* répond donc bien à une dualité d'actes juxtaposés. Rationnellement les règles de la garantie pourraient donc s'appliquer dans la mesure où l'opération constitue un acte à titre onéreux.

Cette analyse ne conduit d'ailleurs à aucune impossibilité pratique. Qu'on suppose, en effet, des services estimables à une somme de 5.000 francs, et, d'autre part, la donation rémunératoire d'un immeuble valant 20.000 fr. Sans doute l'opération est un paiement pour le quart et une libéralité pour les trois quarts. Le bénéficiaire est évincé ; nous dirons qu'il a le droit d'exercer l'action en garantie pour 5.000 francs. Les tribunaux auront à apprécier comparativement la valeur des services et celle des biens donnés.

TRANSCRIPTION

La nature juridique de la disposition rémunératoire cesse-t-elle de présenter une importance pratique dans la matière de la transcription ?

A première vue, on pourrait le croire.

En effet, si nos dispositions sont des donations, elles doivent être transcrites lorsqu'elles portent sur des biens susceptibles d'hypothèques. L'article 939 décide, sans distinction, que la donation de biens susceptibles d'hypothèques est sujette à la transcription.

D'autre part, lorsque la disposition rémunératoire se présente comme un acte à titre onéreux, et dans le cas où elle contient un acte translatif de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèques, elle est encore soumise à la transcription en vertu de la loi du 23 mars 1855.

Les ordonnances de 1549 et de 1731 soumettaient les dispositions rémunératoires à l'insinuation. Toutefois il semble qu'on les ait considérées comme exemptes de cette formalité lorsqu'elles étaient des actes onéreux, c'est-à-dire quand il y avait équivalence entre les objets donnés et les services rendus. Pothier indiquait très exactement les raisons d'appliquer la règle générale de publicité aux véritables donations rémunératoires.

« Il n'y a pas lieu de douter, écrivait-il, que les donations rémunératoires qui contiennent une énonciation vague de services incertains dussent être sujettes à l'insinuation ; autrement il aurait été au pouvoir du notaire et des contractants d'éluder quand ils voudraient la disposition de l'ordonnance de 1731 en insérant dans l'acte cette clause qui serait devenue de style et aurait rendu la loi sans effet. (1) »

Mais Pothier ajoutait que l'insinuation n'était plus exigée quand les dispositions étaient faites pour récompenser des services appréciables en argent et avaient une valeur égale à celle des biens donnés.

Cette distinction ne pourrait plus être soutenue dans le droit actuel, en présence des textes que nous avons cités.

Cependant il y a intérêt à savoir si la disposition rémunératoire est à titre onéreux ou à titre gratuit au point de vue de la sanction du défaut de publicité.

Si la disposition est à titre onéreux, peuvent seuls opposer le défaut de transcription, aux termes de l'article 3 de la loi du 23 mars 1855 « les tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois. »

Si, au contraire, la disposition rémunératoire constitue une donation, la liste des personnes pouvant opposer le défaut de publicité est plus longue. Ce sont, d'après

1. Pothier, *Donations entre vifs*, sect. II, art. 3, § 1.

l'article 941, « toutes personnes ayant intérêt, excepté toutefois celles qui sont chargées de faire opérer la transcription ou leurs ayants cause, et le donateur. Par suite, les créanciers chirographaires du donateur et les légataires particuliers peuvent ou non opposer le défaut de transcription d'une disposition rémunératoire immobilière suivant que celle-ci est une aliénation à titre gratuit ou une aliénation à titre onéreux.

On voit donc que les considérations relatives à la nature de nos dispositions font sentir leur influence jusque dans la matière particulière qui vient de nous occuper.

APPENDICE

ENREGISTREMENT

La distinction des dispositions rémunératoires en actes onéreux et en actes gratuits a été faite en droit fiscal (1).

Ces dispositions sont passibles du droit de donation lorsqu'elles constituent de véritables libéralités. Ainsi le droit de donation est dû si les services ne sont pas appréciables en argent ou si leur valeur est inférieure au montant de la somme promise ou donnée ; il n'est pas dû, au contraire, quand les services sont appréciables en argent et que les biens donnés équivalent à ceux-ci.

Toutefois on décide que, lorsque la valeur donnée est supérieure au montant des services, le droit de donation est perçu non seulement sur l'excédent, mais sur la valeur totale. Au point de vue fiscal, la disposition est donc considérée comme indivisible (2).

1. Garnier, *Répertoire*. V^o Donation, n^{os} 303 et suivants.

2. *Ibidem*, *loc. cit.*

Il y a lieu de noter que l'Administration de l'enregistrement, naturellement portée à regarder les actes sous l'aspect le plus profitable au Trésor, n'a point cependant hésité à reconnaître le caractère onéreux de certaines de nos dispositions et à en tirer les conséquences.

Il résulte, par exemple, d'une solution de la régie du 17 décembre 1873 (1) qu'est passible du droit de constitution de rente à 2 0/0, et non pas du droit de donation à 9 0/0, l'acte par lequel un maître constitue une rente viagère au profit de sa domestique en récompense des services qu'elle lui a rendus depuis de longues années, s'il est expressément déclaré dans l'acte que cette rente est créée « moins à titre alimentaire ou à titre de libéralité, que pour acquitter une dette positive résultant du profit que le maître a tiré du long travail de sa domestique. » La régie a bien vu qu'il s'agissait de l'acquittement d'une obligation juridique.

On peut citer encore, dans cet ordre d'idées, une espèce singulière dans laquelle il a été décidé qu'un billet à ordre causé « valeur ou bons offices » n'est pas passible du droit de mutation, mais seulement du droit applicable aux effets négociables (2).

1. Citée par Garnier, *loc. cit.*, n° 304-1°

2. Garnier, *Répertoire*. V° Effets négociables et non négociables, n° 216.

CONCLUSION

L'analyse à laquelle nous nous sommes livré dans notre premier chapitre nous a conduit aux conclusions suivantes :

L'expression de donations rémunératoires présente, en raison même de sa très grande généralité, une bonne part d'inexactitude. Elle désigne, en effet, non seulement des libéralités, mais des actes à titre onéreux.

Une disposition rémunératoire doit être assimilée au paiement d'une dette lorsqu'elle se réfère à des services appréciables en argent d'une valeur équivalente à celle des biens donnés ; elle n'est alors que l'acquittement d'une obligation juridique, civile ou naturelle, préexistante.

Une disposition rémunératoire constitue une libéralité lorsqu'elle est motivée par des services non estimables en argent ; en ce cas le donateur agit sous l'empire d'une obligation purement morale, caractéristique de l'intention libérale.

Si la disposition est motivée par des services appréciables pécuniairement, mais qu'elle excède la valeur de

ces services, elle offre un caractère mixte ; il y a juxtaposition d'un paiement et d'une donation. Il y aura donc lieu d'appliquer parallèlement, ainsi que nous l'avons vu, les règles du paiement et celles des donations. Toutefois l'acte sera nécessairement considéré comme indivisible au point de vue de l'application des règles de forme des libéralités.

De ces propositions fondamentales, dont notre étude n'a pour ainsi dire été que le développement, il nous faut tirer une dernière série de conséquences en ce qui touche la preuve des dispositions rémunératoires.

Celui qui se prévaut de semblables dispositions devra fournir la preuve de leur existence et de leur caractère. Le second chef ne sera pas moins important que le premier. En effet, si la disposition doit être légalement qualifiée de donation, elle ne produira son effet, elle n'existera juridiquement que si elle a été passée par acte authentique ; au contraire le bénéficiaire pourra s'en prévaloir, malgré l'absence de solennité, si elle constitue un acte onéreux. Dans le cas où elle offre un caractère mixte, elle ne peut échapper à la règle de l'authenticité et n'est valable qu'à la condition d'y avoir été soumise.

Supposons que la disposition porte sur des immeubles susceptibles d'hypothèques, l'intéressé ne pourra s'en prévaloir vis-à-vis des tiers qu'autant qu'elle aura été transcrite. Mais il sera utile de rechercher le caractère gratuit ou onéreux de l'acte afin de savoir quels sont les tiers qui peuvent opposer le défaut de transcription.

D'autre part, la détermination de la nature juridique de la disposition aura des intérêts très grands pour le bénéficiaire en ce sens qu'elle tranchera le point de savoir dans quelle mesure il peut en profiter définitivement. Sera-t-elle rapportable à la succession du disposant, réductible au cas où elle dépasserait la quotité disponible ? Sera-t-elle irrévocable ? Elle le sera surtout quand elle constituera un paiement, car le paiement est toujours irrévocable ; elle le sera aussi, mais sauf les trois exceptions, du droit commun, quand elle constituera une libéralité. Enfin, si le bénéficiaire est évincé, aura-t-il un recours en garantie contre le disposant ?

Toutes ces questions, que nous avons résolues, devront recevoir une solution conforme aux faits particuliers des espèces lorsque des contestations s'élèveront entre le bénéficiaire et le disposant ou les héritiers de celui-ci. Bien évidemment, alors, le bénéficiaire devra établir le caractère juridique de la disposition.

Que devra-t-il prouver ?

La nature de la disposition dépendant de la nature des services et de leur importance comparée à celle de la disposition, il devra établir : 1^o la réalité des services ; 2^o leur caractère, c'est-à-dire qu'ils sont ou non estimables en argent ; 3^o si les services sont appréciables en argent, leur importance comparée à celle des biens compris dans la disposition.

En ce qui concerne la réalité des services, si l'acte est

muet, il n'est pas douteux qu'il constitue une donation.

Si l'acte spécifie la nature des services rendus, ceux-ci doivent être réputés avoir été réellement fournis et les héritiers du disposant qui veulent prouver que l'acte est en réalité une donation doivent le démontrer. Car, jusqu'à preuve du contraire, la déclaration du disposant est opposable à ses représentants (1).

Si l'acte mentionne simplement que des services ont été rendus sans entrer dans aucun détail sur la nature de ceux-ci, la question est de savoir si cette simple mention sera une preuve suffisante de la réalité des services. Nous croyons qu'il faut répondre par l'affirmative pour la même raison que dans l'hypothèse précédente (2). La déclaration du disposant fera preuve, mais il appartiendra à ses héritiers de faire la preuve contraire.

Quant à la nature même des services, ou bien l'acte la spécifiera et il n'y aura alors aucune difficulté, ou bien l'acte la passera sous silence et le bénéficiaire devra l'établir. Les juges du fait auront d'ailleurs un souverain pouvoir d'appréciation pour décider si telle catégorie de services est ou non estimable en argent. L'exercice de ce pouvoir sera parfois délicat. Il est manifeste que sauver la vie à quelqu'un est un service qui ne s'apprécie pas pécuniairement. Il est déjà moins certain que le fait de se

1. Demolombe, t. XX, n° 51.

2. *Contra* : Demolombe, *loc. cit.*

porter caution, que Ricord citait en exemple, soit un service qui n'ait aucune mesure commune avec l'argent. En certaines espèces, le juge pourra se trouver vraiment embarrassé.

Un pareil embarras pourra se manifester lorsqu'il s'agira d'évaluer pécuniairement les services afin de comparer leur importance à celle de la disposition. Il ne saurait être question, bien entendu, d'une évaluation mathématique, mais il faut une comparaison large et raisonnable.

Une large part d'appréciation est donc faite aux tribunaux en cette matière. Il n'en est pas moins vrai que des règles directrices, puisées dans les principes généraux et dans les textes, s'imposent à eux. Nous nous sommes efforcé de les mettre en lumière. La jurisprudence, dans l'ensemble des décisions que nous avons citées, nous semble d'ailleurs s'y être conformée.

Vu : le Président de thèse,
PIÉDELIÈVRE

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

CHAPITRE PREMIER. — *Nature juridique des dispositions rémunératoires.* — Gratuité, élément essentiel de la donation. — Atténuation ou disparition du caractère de gratuité dans les donations onéreuses, mutuelles et rémunératoires. — Comparaison des donations onéreuses et des donations mutuelles avec les dispositions rémunératoires. — Elle est très superficielle. — Pouvoir d'appréciation du juge quant à la détermination de la gratuité d'un acte. — Droit de contrôle de la Cour de cassation pour vérifier la qualification légale. — La nature des actes juridiques se détermine non pas subjectivement, mais objectivement. — Qualification scientifique des dispositions rémunératoires. — Deux conceptions absolues possibles : donations ou actes à titre onéreux dans tous les cas. — Première conception insoutenable. — Deuxième conception parfois défendue en jurisprudence et en doctrine. — Opinion de M. Planiol : incompatibilité logique entre la notion de rémunération et celle de libéralité. — Dispositions rémunératoires classées par cet auteur dans la catégorie des obligations naturelles. — Discussion de cette opinion. — Trois situations possibles en notre matière : 1° Services appréciables en argent et équivalence entre eux et les biens donnés. — 2° Services encore appréciables en argent, mais valeur des biens donnés supérieure à la valeur des services rendus. — 3° Services non appréciables en argent. — *Première hypothèse.* — Opération essentiel-

lement commutative et onéreuse. — Théorie de Zachariæ sur le caractère des dispositions rémunératoires. — Contrat à titre onéreux ou donation suivant que le donataire aurait ou non, à raison des services par lui rendus au donateur, une action contre celui-ci. — Théorie inexacte. — Une obligation naturelle n'engendre pas d'action et cependant son exécution ne constitue pas une donation. — Obligation civile, obligation naturelle. — La disposition rémunératoire correspondant à une obligation civile ou naturelle préexistante est un acte à titre onéreux. — Qualifications diverses suivant les circonstances : paiement, dation en paiement, exécution d'un contrat de louage de services ou d'un mandat salarié, contrat innomé dans le sens romain. — Règles des contrats et non principes des donations applicables à ces dispositions. — *Deuxième hypothèse*. — Services non appréciables en argent. — Sources : obligations morales. — En ce cas donations. — Difficulté pour distinguer l'obligation naturelle de l'obligation purement morale. — Critérium : l'obligation naturelle est estimable en argent, l'obligation morale ne l'est pas. — Réfutation d'une théorie qui méconnaît complètement la distinction de l'obligation naturelle et de l'obligation morale. — Doctrine et jurisprudence s'accordent pour appliquer notre critérium. — *Troisième hypothèse*. — Valeur de la disposition supérieure à celle des services appréciables en argent. — Même situation qu'en matière de donations onéreuses. — Même solution : dans la mesure où les dispositions dépassent la valeur des services rendus elles constituent des donations. — Caractère mixte de l'opération. — Question de l'indivisibilité. — Vraie pour la forme de l'acte, contraire à la logique au point de vue du fond.....

CHAPITRE II. — *Règles relatives à la capacité*. — Les règles de la capacité de donner et de recevoir à titre gratuit s'appliquent quand nos dispositions présentent soit en totalité, soit en partie, un caractère de libéralité. — Particularités relatives aux médecins et aux ministres des cultes, celles relatives à l'auteur d'une institution contractuelle. — Premier cas, article 909 du Code civil. — Trois conditions exigées pour la prohibition des libé-

ralités. — Exception pour les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, etc. — Partie de ce texte. — Pouvoir des tribunaux de réduire à leur juste mesure les donations rémunératoires. — Deuxième cas, institution contractuelle. — Article 1083 du Code civil. — Dispositions rémunératoires valables pourvu qu'elles soient modiques. — Juge du fait souverain, appréciation.....

47

CHAPITRE III. — *Règles relatives à la forme.* — Formalités exigées par la loi pour la validité de la donation. — Deux questions : 1° dans quels cas les dispositions rémunératoires sont soumises aux formalités des donations ? — 2° Quelle est la sanction de l'inobservation des formes ? — *Les trois hypothèses susvisées :* 1° Application pure et simple des règles de forme des donations quand les services ne sont pas appréciables en argent. — 2° Valeur des services égale à la valeur de la récompense. — Les règles des contrats onéreux doivent être appliquées, et non celles des donations. — Jurisprudence constante. — 3° Valeur de la récompense excédant celle des services. — Distinctions proposées en doctrine. — Inexactitude de l'opinion de Toullier et de celle de Demolombe. — Impossibilité de scinder l'acte, au point de vue de la forme. — Dès l'instant qu'un acte renferme une libéralité, il est soumis aux formes des donations, sauf exceptions prévues par la loi. — Don manuel. — Donation déguisée. — Solution conforme de la jurisprudence. — Sanction de l'inobservation des formes. — Acte complètement inefficace si la disposition présente en totalité le caractère d'une donation. — Articles 1339 et 1340 du Code civil. — Quand la disposition rémunératoire n'offre que partiellement le caractère d'une libéralité, nulle pour la partie des biens donnés qui constitue une libéralité, valable jusqu'à concurrence de la valeur des services rendus. — Solution logique et non contraire à la règle de l'indivisibilité de l'acte en ce qui concerne la forme. — Jurisprudence conforme. — Opinion contraire de M. Laurent. — Indivisibilité de l'acte. — Argument d'analogie tiré de la comparaison des donations rémunératoires et des donations onéreuses. — Réfutation.....

57

CHAPITRE IV. — <i>Règles relatives au fond.</i> — Une disposition rémunératoire est soumise aux principes qui gouvernent les donations et elle en produit les effets lorsqu'elle constitue une véritable libéralité et dans la mesure où elle présente ce caractère.	
— Divisibilité des dispositions rémunératoires au point de vue de l'application des règles de fond des donations. — Rapport et réduction. — Irrévocabilité. — Garantie. — Transcription. — Pas de graves difficultés. — Appendice: enregistrement.....	79
CONCLUSION	97

IMP. JOUVE ET C^{ie}, 15, RUE RACINE, PARIS — 1464-12.
